

TPO

AMADA

**TOUT LE
POUVOIR AUX
OUVRIERS**



PARTI OUVRIER COMMUNISTE EN CONSTRUCTION

Edit. resp. H. Verwimp. bi-mensuel 10fr. 7^{eme} année (115) 29 Mars 1978 n° 7
36 r.d'Angleterre. 1060 Bxl

FETEZ LE 1^{er} MAI AVEC TPO-AMADA A BRUXELLES



Programme

FILM : "HARLAN COUNTY"

(Sur une grève récente des mineurs américains).

A 10h30 dans la salle NEWTON, Centre Rogier à Bruxelles

MANIFESTATION

Bruxelles, à 14h30, départ de la place Rogier
(fin : vers 16h15 au même endroit)

STANDS D'INFORMATION

A partir de 16h30 à la salle NEWTON, centre Rogier à Bruxelles

FETE

A 18h45, à la salle NEWTON, centre Rogier, avec, entre autres :

- les pionniers d'AMADA jouent un sketch : "L'usine est à nous"
- discours d'un membre du Bureau politique sur la lutte de classes en Belgique
- discours d'un membre de la ZANU (mouvement de libération du Zimbabwe) sur la lutte armée de son peuple
- discours d'un membre du FPLE (Front Populaire de libération de l'Erythrée) sur la lutte armée dans son pays
- témoignages de quatre ouvriers sur leur travail politique à l'usine, au syndicat, dans la lutte de classes
- La "Nouvelle Scène Internationale"
- Le groupe "Théâtre de Jacques Gueux" de Liège, avec un sketch sur l'A.E.
- chansons

ENTREE

100 F pour la fête et la visite des stands

50 F pour les enfants entre 10 et 16 ans

Enfants en-dessous de 10 ans : gratuit

Carte familiale : 300 F (prix maximum pour une famille)

SIDERURGIE

**UN ACCORD DE
RESTRUCTURATION**

EST SIGNE !

7000 LICENCIEMENTS

D'ICI 1980 !

La situation au proche orient

INTERVIEW DE NAIM KHADER DE L'OLP



A qui a servi l'enlèvement d'Aldo Moro ?

EXPOSITION SUR

LES

COMMUNES POPULAIRES

EN CHINE

AU PASSAGE 44

BRUXELLES

BOULEVARD DU JARDIN BOTANIQUE

17 MARS - 23 AVRIL

Interview de Serge Pairoux

voir à la p. 9

ENVOYEZ VOS LETTRES A

"Le Livre Rouge", avenue J. Volders 41, 1060 Bruxelles.

ABONNEMENTS TPO

"*Tout Le Pouvoir aux Ouvriers*"
Bimensuel en français - 10 F

Versez la somme indiquée au compte 435-7132591-67 de H. Verwilt, rue d'Angleterre 36 1060 Bruxelles

Pour un an (25 numéros)
- sous bande 250 F
- sous pli ouvert 300 F
- sous pli fermé 700 F

Abonnement de soutien : 500 F

AMADA

"*Alle Macht Aan De Arbeiders*"
Hebdomadaire en néerlandais

Versez la somme indiquée au compte 000-1026555-04 de 'Steunfonds Alle Macht Aan De Arbeiders', Postbus 473, 2000 Antwerpen

Pour un an (50 numéros)
- sous bande 500 F
- sous pli ouvert 600 F
- sous pli fermé 1.400 F

Pour six mois (25 numéros)
- sous bande 250 F
- sous pli ouvert 500 F
- sous pli fermé 700 F

Abonnement de soutien
- pour un an 1.000 F
- pour six mois 500 F

LIBRAIRIES

"Le livre rouge"

Bruxelles

Avenue J. Volders 41, 1060 Bruxelles. Tél : 02-538.26.00
En semaine de 17h30 à 19h30; le samedi de 10h à 18h; le dimanche de 11h à 13h.

Charleroi

Rue R. Fosier 26, 6030 Marchienne-au-Pont. Tél : 071-31.71.93.
En semaine de 16h à 19h; le samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h.

Liège

Rue Cockerill 80, 4100 Seraing. Tél : 041-34.40.40.
Chaque mercredi de 10h à 19h.

Anvers

Lange Beeldkensstraat 133, 2000 Antwerpen. Tél : 031-35.97.18.
En semaine de 15h30 à 19h; le samedi de 10h à 18h30.

Louvain

Tiensestraat 45, 3000 Leuven
Tél : 016-22.50.74.
En semaine de 12h à 19h.

Gand

Sleepstraat 181, 9000 Gent; Tél : 091-23.76.76.
En semaine de 17h à 20h; le samedi de 14h à 18h.

Bruges

Predikerherenstraat 37, 8000 Brugge; Tél : 050-33.11.90.
En semaine de 18h à 20h; le samedi de 10h à 12h et de 14h à 17h.

ADRESSES DE CONTACT

LIEGE
Rue Nadet 85, 4400 Herstal.
Tél : 041-64.74.09

VILVORDE
Spiegelstr.15, 1800 Vilvoorde
Tél : 02-251.88.69

GENK
Keinkestr.3A, 3600 Kolderbos
Tél : 011-35.97.87

HASSELT
Rozenstraat 7, 3500 Hasselt

GEEL
Burgstraat 7, 2440 Geel

TEMSE
Haumanstraat 45, 2690 Temse



LETTRES



L'apartheid

L'ex-ministre CVP Vlerick à monopolisé ce samedi à 13h30 à la RTB la demi-heure de discussion qui l'opposait à un délégué de la CSC sur l'apartheid. D'emblée le délégué CSC a qualifié de système fasciste le régime de la minorité blanche au pouvoir en Afrique du Sud et à dénoncé à l'ex-ministre s'il s'est opposé au nazisme? Celui-ci a justifié et fait l'apologie du système raciste de Vorster et a répondu par la défense du nazisme en le justifiant par une opposition radicale au communisme. Il a comparé le système de l'apartheid au développement séparé de deux communautés francophone et néerlandophone il a osé dire qu'en visitant Soweto les noirs ont déclaré que leur condition de logement était excellente et qu'il y avait uniquement un problème de croissance explosive d'une ville. Que les

états fantoches créés artificiellement par le gouvernement de l'Afrique du Sud étaient souverains, libres et démocratique, que ce sont les immigrants blancs qui sont chez eux dans cette région du monde, que c'est grâce à la bonne gestion des capitalistes colonisateurs que le niveau de vie des habitants noirs s'est amélioré et que leur nombre a progressé. Le contradicteur de la CSC a été très faible dans son argumentation et le présentateur n'a scandaleusement pas joué son rôle pour lui laisser la parole. Ce qu'il faut retenir de concret, c'est que les peuples d'Afrique sont en marche pour leur libération, que tous les combats d'arrière garde n'y feront rien, ils arracheront le droit de disposer d'eux même dans des guerres de libération. Que les travailleurs du monde entier se trouvent à présent derrière eux pour les soutenir et abattre leurs oppresseurs en boycottant les firmes qui collaborent avec l'occupant.

Une semaine de solidarité contre l'apartheid va être organisée prochainement dans plusieurs pays d'Europe.

Couvin :

non au barrage

Le Ministre des travaux publics, Mathit, veut faire un barrage à Couvin. Les Couvinois n'en veulent pas. Ils ne veulent pas d'un mur de 70 m de haut à 400 m de l'agglomération avec 160 m³ d'eau derrière.

Couvin ne veut pas vivre avec le risque continu d'un effondrement du barrage.

Couvin ne veut pas être un cul de sac. Il ne croit pas en une résurrection de sa vie économique par le tourisme qu'amènerait le barrage.

Couvin est scandalisé que pour le barrage, il y a des milliards à investir tandis qu'il n'y a pas le moindre million pour la relance de son industrie.

Gol, ex-ministre des affaires wallonnes, déclarait à propos des poêleries de Couvin qu'il ne pouvait se charger de tous les canards boiteux. Aujourd'hui, sa timide opposition au barrage serait vite mise au rancard s'il était de retour au gouvernement, et les milliards pour le barrage, il les donnerait aussi.

Dans ce conflit, l'opposition politique voit la possibilité de retirer les marrons du feu. C'est le danger que courent la plupart des mouvements démocratiques et les couvinois s'en méfient. Sa force réside dans le fait que toute la population est concernée et dans la détermination du comité anti-barrage.

Il est important que les couvinois gagnent la lutte. L'échec du mouvement de résistance à la fermeture de la SA Somy a été durement ressenti par les travailleurs et par tout Couvin.

Une lectrice de TPO.

Hommage au camarade Sabbe

Samedi 18 mars, le camarade Antoine Sabbe est mort. Ouvrier pendant des années aux Forges de Clabecq, délégué FGIB, le camarade Sabbe s'est toujours tenu aux côtés des ouvriers, quels que soient les risques et les difficultés. Il a toujours fait passer les intérêts des ouvriers avant ses intérêts personnels.

Le camarade Sabbe avait de son rôle de délégué des conceptions très justes, qui l'avaient solidement lié aux ouvriers de l'usine. Il pensait que les délégués ne doivent pas seulement "obtenir" des avantages pour les ouvriers, mais qu'ils doivent mobiliser la base, la faire lutter elle-même, pour que sa prise de conscience sur la nécessité de la lutte anticapitaliste s'approfondisse chaque jour. Ce qui caractérisait le camarade Sabbe, c'était son grand respect envers les ouvriers, et son grand dévouement à leur cause.

Aussi, pendant l'été 1970, lorsqu'une vague de grèves sauvages éclata en Belgique, et que l'une de ces grèves mobilisa les ouvriers des Forges, le camarade Sabbe a immédiatement soutenu la grève, fidèle à la classe ouvrière. Ceci lui valut d'être licencié de l'usine et exclu du syndicat !

Revenons pendant un instant sur cette grève, et sur le rôle que le camarade Sabbe y joua, car dans toute la région de Tubize-Clabecq, le nom du camarade Sabbe, huit ans après, est toujours resté associé à ce syndicalisme de combat.

Le 8 juin 1970, une grève sauvage de deux heures éclate aux Forges, autour de la revendication : 5F d'augmentation de salaire. Deux jours après, le camarade Sabbe qui a soutenu à fond l'action et qui a aidé à la diriger, est flanqué d'un surveillant qui le suit partout et qui note tous ses faits et gestes pour le patron. Sabbe traverse alors tous les ateliers, montre son gardien aux ouvriers. Tous les ouvriers arrêtent aussitôt le travail et se rendent dans la cour. Effrayé, le patron rappelle son surveillant. Mais les ouvriers décident, maintenant qu'ils sont quand même dehors tous ensemble, de partir en grève pour 5 F.

La direction syndicale exige la reprise immédiate du travail, sous prétexte de la paix sociale, signée jusqu'au 31 décembre. Mais les ouvriers passent outre, et forment un comité de grève pour diriger l'action. La direction syndicale organise alors un référendum secret pour faire reprendre le travail. Le comité de grève achète une chaîne et barricade le bureau de vote situé dans l'usine. Le référendum n'a pas lieu ! Par contre, des milliers d'ouvriers des Forges manifestent dans les rues de Tubize pour les 5 F. Le lendemain, la direction syndicale décide d'organiser un référendum par la poste. La riposte : 150 ouvriers occupent l'usine. Par la tromperie, le chantage et la violence policière, la grève est peu à peu brisée. Deux délégués, Sabbe et Desantoine, ont soutenu le comité de grève. Ils sont exclus du syndicat par la direction syndicale. Le patron les licencie, ensemble avec

une vingtaine d'ouvriers qui se sont montrés combatifs dans la grève ; ils ne reçoivent ni préavis, ni indemnité, et n'ont pas droit au chômage. Alors les ouvriers intentent un procès à leur patron devant le Tribunal du Travail. Ils exigent des indemnités pour rupture de contrat.

Le 7 juin 1971, 20 ouvriers obtiennent gain de cause : ils reçoivent une indemnité de 7.000 F. Mais le Tribunal ne reconnaît pas leur grève légitime. Au contraire, il déclare que "les ouvriers qui sont habitués à suivre les directives de leurs délégués, ont cru que leurs actions étaient restées dans les limites de la convention collective".

Le 5 février 1973, 3 ans après les faits, le jugement est rendu pour le délégué Sabbe : pas d'indemnité, car le patron avait le droit de le mettre à la porte : il avait "dépassé" les limites permises par son mandat syndical.

Pour retrouver du travail, le camarade Sabbe a dû se présenter à des dizaines d'usines. Lorsqu'il en trouva, ce fut à la condition expresse de n'avoir aucun contact avec les autres ouvriers : il devait manger seul, ne parler à personne... Les ouvriers de l'usine, qui avaient entendu parler de lui, allaient le trouver après le travail. Ils disaient : "nous allons le proposer comme délégué aux prochaines élections". Lorsque ceci parvint aux oreilles de la direction et de la direction syndicale, il fut à nouveau licencié. La raison : élément dangereux !

Tout ceci l'avait certainement miné. Malgré cela, et malgré des maladies dans sa famille, le camarade Sabbe continua à lutter contre l'exploitation capitaliste, et pour la construction d'une nouvelle société sans exploitation. Lors d'un meeting de solidarité avec les ouvriers de Boel et de Cockerill, organisé l'année passée par TPO-AMADA dans le Brabant wallon, le camarade Sabbe fit une intervention combative, où une fois de plus, il mettait en avant les thèmes pour lesquels il avait toujours lutté : l'unité de la classe ouvrière, l'unité entre les travailleurs wallons et flamands, l'unité des délégués et des ouvriers.

Beaucoup d'ouvriers des Forges de Clabecq se rappellent de Sabbe et le citent en exemple. Lorsqu'ils ont appris sa mort, ils ont dit : "Des délégués comme Sabbe, c'est cela qu'il nous faut!" et "Avec des délégués comme lui, nous sommes forts".

Le mardi 21 mars, TPO-AMADA a déposé une couronne de fleurs sur sa tombe. C'est avec le même idéal qui l'animait, construire une société sans exploitation, où les ouvriers seront les maîtres, que nous continuerons la lutte.

La cellule de TPO-AMADA des Forges de Clabecq a informé par tract les ouvriers de l'usine de la mort du camarade Sabbe et les a appelés à exprimer leur reconnaissance envers lui et leurs condoléances envers la famille. Elle a organisé une collecte à la porte et a pu ainsi récolter 7.115 frs.

FORD GENK

LE BILAN DE LA GREVE

La grève à Ford-Genk est terminée. 65% des ouvriers ont accepté la proposition patronale, c'est à dire un accord de 2 ans qui comporte une prime de 3.000F, une augmentation de salaire de 9F répartie sur la durée de l'accord, un jour de congé supplémentaire cette année et un autre en 1979. Il n'advient donc rien des nouvelles embauches. Les délégués disent à ce propos: "Nous avons perdu un match dans la lutte pour la réduction du temps de travail mais pas encore la compétition. Le combat continue".

Les ouvriers de Ford, les délégués et les permanents ont eu le mérite d'être les premiers en Belgique à avoir revendiqué la réduction du temps de travail d'une manière claire et précise: 36h TOUT DE SUITE AVEC 10% DE NOUVELLES EMBANCHES!

L'idée de solidarité avec les chômeurs s'est fortement enracinée parmi l'avant-garde et de larges couches d'ouvriers de Ford. De plus, il est positif que les organisations syndicales de Ford aient introduit l'idée que ce sont les patrons qui sont responsables de la crise et que c'est donc à eux de payer. Les délégués ont fait des efforts formidables pour gagner la grève. Jour après jour, ils se trouvaient au piquet, ont organisé des assemblées générales et des actions contre les jaunes et les bus.

"La lutte pour les 36 heures continue" disent les délégués. Pour gagner la bataille suivante, il faut s'appuyer sur les points positifs de la grève mais aussi tirer les leçons des points négatifs. Les patrons et le gouvernement ont formé un front contre les ouvriers: le président régional de Fabrimétal VAN HUFFELEN qui a dirigé les négociations à Ford, les gendarmes, les responsables gouvernementaux qui ont fait au cours de la grève plusieurs déclarations hostiles aux 36 heures, le conciliateur social VAN BLADEL qui s'arrangea pour que le patronat propose une solution inacceptable. Les ouvriers de Ford ne sont pas parvenus à briser cette union gouvernement-patronat.

Consolider l'unité autour des revendications.

En général, les délégués ont mobilisé les ouvriers de leur atelier. Mais il est difficile d'être partout dans une usine géante comme Ford lorsqu'il n'y a que 30 délégués. C'est encore plus difficile à cause du travail à la chaîne. Néanmoins les critiques de certains ouvriers

démontrent que certains délégués n'ont pas fait une large campagne d'explication dans leur atelier. Il n'y a pas eu non plus de réunion par section ou des assemblées générales dans l'usine. De ce fait, l'unité était trop fragile.

Ne pas tolérer les jaunes.

"La prochaine fois, on doit empêcher les jaunes de rentrer dès la première heure de grève", telle était la conclusion de différents délégués et grévistes actifs. Mais les secrétaires invoquaient toujours le "respect de la loi". On doit pourtant se demander de quel côté se trouve la loi quand les ouvriers se battent pour le droit au travail de 1.000 chômeurs et que la gendarmerie intervient pour défendre le "droit au travail" des jaunes. Cette loi du capital permet à la direction de Ford de faire pression sur les ouvriers, de répandre des mensonges et des ragots, d'envoyer de contremaîtres faire des visites à domicile, d'obliger les journaux à ne pas parler de la grève. Mais cette même loi empêche les grévistes d'entreprendre des actions contre les jaunes. Résultat? Pendant que la direction multiplie ses efforts pour briser la grève, les grévistes restent passifs et impuissants. Le moral baisse et le nombre de jaunes augmente.

Et les gendarmes? Nous pensons qu'il vaut mieux la confrontation que la passivité et l'effritement. D'ailleurs, le lundi matin de la troisième semaine de grève, quand les voitures et les bus de jaunes ont été arrêtés, les gendarmes ne savaient pas quoi faire.

Ne pas accepter le référendum patronal.

Les organisations syndicales n'auraient jamais du accepter le référendum patronal. Seuls les patrons ont pu informer les ouvriers de l'accord. Les délégués n'avaient plus la possibilité d'atteindre les grévistes et d'organiser une assemblée générale.

Pourquoi la majorité des délégués ont-ils accepté le référendum? Tous les jours, on veut faire croire aux délégués que "les ouvriers ne pensent qu'à l'argent", qu'ils "ne connaissent pas la solidarité". En tant que communistes nous disons:

quand la masse commence à douter, c'est qu'il y a des erreurs chez les dirigeants. Les dirigeants n'ont pas suffisamment expliqué la revendication ou pas suffisamment pris en main la direction de la grève. C'est par manque de confiance dans les masses que beaucoup de délégués ont pensé qu'on ne pourrait pas gagner la grève et qu'ils ont finalement accepté le référendum patronal.

L'organisation de réunions de grévistes tous les jours était excellente mais on a organisé trop peu d'actions concrètes. Il y eut souvent d'excellentes propositions, mais combien ont été réalisées? Pour les mettre en pratique, il faut désigner des responsables. Les dirigeants de la grève doivent avoir une liste avec les responsabilités différentes et le nom de ceux chargés de mettre en pratique ces tâches: organiser des visites chez les jaunes, les actions contre les bus, les visites chez les grévistes pour les inviter à venir au piquet, organiser la solidarité avec les chômeurs, recevoir les délégations de solidarité...

C'est ainsi que tous les délégués apprennent à prendre plus de responsabilités, que plus d'ouvriers participent activement à la grève. On pourra compter sur ceux-ci après la grève pour continuer la lutte et le travail syndical.



Un ouvrier a fabriqué un "rat". C'est comme ça qu'on appelle les jaunes en flamand.

L'action pour les 36h n'est pas enterrée.

Cette grève a eu pour résultat le fait que la revendication des 36 h. a pénétré plus profondément parmi les masses.

Le délégué principal Capiot a dit à la réunion de grève du 22 mars: "Je demande à nos camarades de ne jamais signer un pacte social tant que nous n'aurons pas obtenu la réduction du temps de travail. Chaque grève contre le rythme contre les licenciements, il faudra la soutenir. La lutte continue dans l'usine".

Nous soutenons ce point de vue. Une première occasion sera la journée d'action européenne du 5 avril. TPO-AMADA appelle les délégués à organiser des assemblées générales par atelier autour de la revendication des 36 h.

en bref... en bref...

DES SOUS-MARINS RUSSES DANS LA MER BALTIQUE: TOUT A FAIT NORMAL DIT TASS.

En ce moment, 70 sous-marins russes, dont 6 équipés de fusées nucléaires, croisent dans la mer Baltique. Le pacte de Varsovie est présent dans la mer Baltique avec environ 800 navires, dont la plupart sont des dragueurs de mines et des patrouilleurs. Cela a été communiqué par un porte-parole du ministère de la défense danois. Le gouvernement suédois, de sa part, s'est montré inquiet de la présence de six sous-marins russes, armés de fusées nucléaires, dans la mer Baltique.

Entretemps, l'agence de presse russe TASS a déjà réagi: "L'accident, Suède incluse, essaie de provoquer un incident à propos d'une "menace soviétique" inexistante, dans le but d'aggraver la tension et de soutenir les actes des forces qui veulent créer en Europe Occidentale un terrain d'essai pour l'emploi d'armes à neutrons (...). Il est tout à fait normal que la marine et les sous-marins soviétiques naviguent dans la mer Baltique, vu que l'Union Soviétique a une côte Baltique." (Volksgazet, 4 et 8 mars 78)

LE "LAAMS EKONOMISCH VERBOND" CONTRE LES CHÔMEURS.

Il n'y a pas que les chômeurs étrangers à être menacés, les chômeurs belges le sont aussi. Le gouvernement (par ses plans) et le patronat flamand les attaquent de front.

Selon R. de Feyter, administrateur-délégué du VEV le système d'assurance-chômage est beaucoup trop "bienveillant" en Belgique, surtout envers les femmes. Selon lui, les femmes mariées chômeuses, ne devraient pas pouvoir "jouir" plus de six mois de l'assurance chômage. Quant aux jeunes femmes qui n'ont pas encore pu travailler, elles ne devraient même pas toucher un franc. Ainsi, le nombre de femmes bénéficiant de l'assurance chômage tomberait à 94.000 unités, soit 48% du nombre actuel. Cela ferait une économie de 20 milliards pour l'Etat... 20 milliards que nos "pauvres" capitalistes s'empresseraient d'empocher, bien sûr!

PROPOSITION MÜNDELEER DEVANT LES CHAMBRES.

Le député libéral de Bruxelles; G. Mundeeler, vient

de dévoiler la version définitive de sa proposition de loi raciste, qui sera bientôt débattue au parlement.

D'après cette loi, tout immigré ressortissant d'un pays non membre de la CEE, perdrait son droit à l'assurance chômage, à l'assurance maladie et aux allocations familiales, dès l'instant où il tombe sous le coup des deux conditions suivantes:

- être inscrit au registre de la population d'une commune belge depuis moins de cinq ans

- être demeuré, au cours des douze derniers mois, plus de six mois sans emploi.

Dès cet instant, l'immigré se trouve devant le "choix" (sic) suivant: rester au pays sans un franc de ressource, ou quitter le pays avec une "prime" égale à cent fois le montant de la dernière allocation journalière de chômage perçue.

D'énergiques et nombreuses protestations jaillissent de tous les milieux démocratiques et des mouvements ouvriers contre cette proposition de loi scandaleuse et raciste, qui ne cherche qu'à faire porter aux travailleurs immigrés la responsabilité de la crise capitaliste en Belgique et à dresser les belges contre les étrangers.



MICHELIN-ZUUN

Référendum pour les conventions

Pour mobiliser les ouvriers de Michelin-Zuun, sur leurs revendications, en vue de la convention du 1er avril, le noyau ouvrier communiste de TPO-AMADA a discuté et fait distribuer un référendum reprenant les principales revendications.

Le référendum se composait de 9 questions:

- Etes-vous pour une suppression directe du travail du samedi comme préalable à une nouvelle convention ?.....

- Etes-vous prêt à faire grève pour la suppression du travail du samedi ?.....

- Soutenez-vous pour Michelin, la revendication de solidarité nationale: pour l'instauration immédiate de la semaine des 36 heures, sans augmentation du rythme de travail, avec 10% d'embauches de chômeurs et sans instauration de la semaine en semi-continu ?.....

- Si Crombecque, le sous-directeur, vous proposait de travailler moins longtemps mais en semi-continu ou en continu, accepteriez-vous ?.....

- Etes-vous d'accord avec une augmentation de salaire comme celle proposée par la FGTB-CSC, c'est à dire de 5-6 F ?..... Si NON que proposez-vous ?

- Etes-vous d'accord avec la dissolution de la gendarmerie qui n'est rien d'autre qu'une unité anti-ouvrière ?.....

Trouvez-vous que le contrôle incessant de la gendarmerie à la porte doit cesser ?.....

- Le danger d'une guerre entre les deux superpuissances ne fait qu'augmenter. Une guerre atomique n'est pas exclue. "Des accidents" comme celui du satellite russe qui est tombé au Canada (cela pourrait tout aussi bien s'être produit en Europe Occidentale) peuvent toujours survenir. C'est pour cela que TPO-AMADA exige la protection des ouvriers par la construction d'abris atomiques payés par les superprofits des patrons comme à Michelin par exemple. Etes-vous d'accord avec cela ?.....

C'est en se référant aux directives du "TEXTE SUR LA CELLULE COMMUNISTE" que le noyau ouvrier communiste a décidé et élaboré ce référendum.

Tous les membres de ce noyau ont activement discuté de ce référendum dans les ateliers, le remplissant avec leurs camarades de travail.

Malgré les intimidations incessantes de la gendarmerie à la porte ainsi que celles des portiers (ils étaient jusqu'à 7!), l'équipe de propagande a recueilli 20 référendums. D'autre part 6 autres ouvriers y ont également répondu. En plus des discussions dans les ateliers on peut compter sur une quarantaine de réponses.

La semaine passée, nous avons distribué un tract avec les résultats du référendum. En voici quelques extraits:

1) La majorité des ouvriers veut la suppression immédiate du travail du samedi (84% de oui, 3% de non, 8% d'absentions ou de nuls)

2) Ils sont conscients que ce n'est qu'en faisant grève qu'on pourra l'obtenir (75% pour 16% contre, 9% d'absentions ou de nuls)

3) La majorité se prononce pour l'instauration immédiate des 36 heures en solidarité avec les chômeurs. 36 h. avec 10% d'embauches, sans augmentation du rythme sans perte de salaire et sans instauration du travail semi-continu (62% de oui, 16% de non et 22% de nuls ou d'absentions)

4) Les ouvriers rejettent résolument l'application du système semi-continu (62% contre, 16% pour, 22% d'absentions ou de nuls)

5) Ils exigent la liberté pour AMADA-TPD et veulent que les intimidations continues à la porte cessent (73% de oui, 27% de non)

Nous pouvons dire que les résultats sont très encourageants puisque l'opposition au travail du samedi est très forte et que la majorité des ouvriers qui ont répondu au référendum sont pour les 36 h.

LA SUPPRESSION DU TRAVAIL DU SAMEDI, UN PREALABLE A TOUT ACCORD EVENTUEL !

36 H. IMMEDIATEMENT ! NON AU SEMI-CONTINU !

ACEC CHARLEROI

Sans action rien de bon

Le résultat du référendum aux ACEC est connu: 51% ont accepté le préaccord.

Qu'y a-t-il ?

- une réduction de la durée du travail symbolique de 3 jours de congé (rien que pour 78)

- la prépension est ramenée à 53 et 58 ans.

- Le patron paiera les 120 F pour la sécurité d'existence et 9 millions pour le fonds de solidarité avec le chômage.

- Seuls 180 ouvriers sur les 1800 demandés bénéficieront de la regradification des métiers

- Le patron alloue une somme égale à 0,82% des salaires pour répartir parmi les ouvriers

- les primes sont indexées comme chaque année

130 heures comme prime de fin d'année (l'année passée 120 heures)

En échange, le patron exige une année de paix sociale l'augmentation des heures supplémentaires, une hausse de la productivité !

Cet accord n'est pas bon. En effet, pas de nouvelles embauches, pas de remplacement des prépensionnés mais au contraire, hausse de la productivité.

Les 41 ouvriers des ateliers du Cuivre et de thermolactique ont dû arrêter leur grève qui durait depuis 3 semaines sans avoir rien obtenu. "Votre cas sera réglé plus tard". Le patron avait

tout fait pour saboter la grève parce qu'il devait livrer 2 turbo-alternateurs pour Boel et Tihange avant le 1er avril. Il avait menacé de traîner 21 ouvriers en justice.

Nous pensons que les délégués n'auraient pas dû soumettre la proposition au vote. Différents délégués des ACEC avaient pourtant pris à différentes reprises des positions très justes sur les 36 heures. Mais il y avait chez certains l'illusion que les dirigeants syndicaux nationaux allaient lancer une action nationale. Or, qu'ont fait ceux-ci depuis plusieurs mois ?

Aucun mot d'ordre d'action n'a été lancé. On a plutôt démobilisé sur les 36 h.

Il faut une lutte nationale pour les 36 heures. Mais celle-ci doit partir de la base, des usines d'avant garde. Il y a Ford et FN qui ont commencé. ACEC doit suivre. Les autres usines suivront alors. C'est ainsi qu'on peut arriver à une action nationale qui peut faire reculer le patronat. Mais pour cela, il faut faire confiance dans les masses les convaincre, les mobiliser, les galvaniser pour les 36 heures.

Mais la lutte n'est pas perdue, ni aux ACEC ni ailleurs. Le 5 avril il y a la journée d'action européenne pour les 36 h. Appelons à une grève nationale de 24h pour les 36 heures, en solidarité avec les 300.000 chômeurs ! C'est l'occasion de faire redémarrer la lutte.

LAMINOIRS DE JEMAPPES

Solidarité avec nos 41 camarades

Nous sommes maintenant en mesure de vous révéler le sort de nos camarades qui n'ont pas touché leur indemnité en application du pacte social de l'Etat, Cockerill et les syndicats.

1. Que deviendra-t-il de nos 41 camarades, qui sont encore sur la rue ? D'après l'accord conclu, ils doivent toucher une 13ième semaine sans prestations; ce qui veut dire 12 semaines de chômage et chaque fois la 13ième semaine le salaire complet. Le patron n'a pas voulu payer la dernière fois, donc qui a payé nos camarades ? C'est le syndicat. Mais si la 13ième semaine ne sera plus payée, les 41 se retrouveront chômeurs complets !

Nous ne pouvons pas accepter cela ! C'est pourquoi, nous nous battons contre le travail du samedi. C'est pourquoi, nous lutterons aussi pour les 36 h. Ainsi, nos 41 camarades pourront être reclassés dans l'usine.

2. Ensuite, pour nos camarades prépensionnés, leur indemnité de préavis de 2.500 FB par mois, ils ne la reçoivent pas. Que leur a-t-on dit ? "Au bureau de salaires, il n'y a plus d'argent", alors si on leur payait leur 2500 fb ce serait la misère !

3. On n'a pas non plus la garantie pour la première partie de 1977 de notre 13ième mois pour l'ensemble du personnel. Chaque année, c'est la même histoire.

L'Etat ne veut déjà plus respecter l'accord conclu en

août 1977 avec la délégation. La mise sous statut public des Laminaires n'a donc rien changé pour les ouvriers !

Les ouvriers et les délégués sont solidaires et ont déposé un préavis de grève. Et "le groupement des cadres... réunit en assemblée extraordinaire... a décidé à la majorité de ses membres de se solidariser avec la protestation des autres membres du personnel employé et ouvriers... En conséquence, en cas de grève, il marque son accord pour s'associer au mouvement (motion publiée par les cadres des Laminaires de Jemappes) !

Nous avons appris, après le dépôt du préavis, que la délégation aurait une réponse écrite sur les 3 points. Devant la menace de la lutte de classe, l'Etat a cédé. Quelle réputation aurait signifié pour la société modèle du statut public avec gestion de Cockerill ! Il ne faut pas oublier que l'Etat a déjà sur le dos les ouvriers de Glaverbel-Gilly et de Athus pour faire respecter les accords !

Pour nous tous et nos camarades, luttons contre ce capitalisme industriel et d'Etat, pour que tous les ouvriers, les chômeurs et les prépensionnés soient bien rémunérés.

Tous unis, chômeurs, prépensionnés, ouvriers, employés et cadres, obligeons l'Etat capitaliste à respecter les accords.

Les propagandistes des Laminaires de Jemappes.

FORGES DE CLABECQ

Grève d'avertissement de 24h

Mardi 14 mars à 9 h., les ouvriers du train (NTT) et des magasins ont arrêté le travail après une réunion syndicale. La grève s'est tout de suite généralisée.

Les ouvriers revendiquent: 36h plein salaire, 10 fr d'augmentation, 13ème mois, 100% en plus pour le samedi.

Cette lutte a démontré que l'unité de tous les ouvriers de la vieille et de la nouvelle usine est possible pour défendre notre emploi et notre niveau de vie.

Le soir de la grève, AMADA TPO a distribué un tract où il était écrit: "Si la grève se limite à 24 h., on risque de se faire avoir comme il y a deux ans lors de l'arrêt de

travail pour la crise de fin d'année. Il faut savoir que pour que nos revendications aboutissent, la lutte doit gagner en ampleur et en intensité".

Beaucoup d'ouvriers étaient d'accord avec cela. Certains délégués pensaient de la même façon et voulaient continuer la grève. La délégation a décidé finalement de reprendre le travail le lendemain.

Quels sont les résultats ? Jeudi passé, le patron a simplement pris note de nos revendications et a dit comme cela était prévu, "pour le 13ème mois, on en rediscutera plus tard".

Camarades délégués, si on se souvient bien le jour de la grève vous aviez

dit que des négociations auraient lieu et que si elles n'aboutissaient pas, vous déposeriez un préavis de grève. Où en est-on ?

Le lendemain de la grève, 8 ouvriers ont trouvé les pneus de leur voiture coupés à coups de couteaux. Ce genre de provocation nuit aux intérêts des ouvriers et détourne l'attention des justes revendications avancées par la délégation.

D'un autre côté, ces 24 h. de grève ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les ouvriers restent mobilisés: des actions et des débrayages continueront partout dans l'usine car la lutte a pu être reportée mais pas étouffée.

TUBIZE

Une soirée pour l'emploi

Plus de 200 personnes ont participé à la soirée en l'emploi organisée vendredi 17 mars à Tubize par le comité d'action pour la défense de l'emploi constitué par des militants des organisations du mouvement ouvrier comme FGTB, CSC, PSB, RW, MOC, AMADA-TPO, Jeunes Socialistes, GPTC, LRT, PCB, GAP, Cie du Téléphone.

D'abord une pièce de théâtre "Siderurgie n'était comptée" une création de Garnisy en liaison avec un groupe de travailleurs de la sidérurgie lorraine. Une pièce en comédie musicale, qui raconte l'histoire des barons de l'acier lorrain (facilement applicable à la sidérurgie wallonne).

Après la pause, le comité d'action rappelait ses objectifs centrés sur la lutte pour l'emploi: aucune perte d'emplois dans la région, pas de restructuration sans reconversion (contrat en poche), pas d'espoir dans l'Etat capitaliste, 36 heures et plein salaire et préretraitement libre à 55 ans avec remplacement par un jeune, etc.

Le comité rappelait aussi les pertes d'emplois déjà enregistrées dans la région de Tubize et celles qui sont

annoncées, notamment à Fabela et qui pèsent sur Clabecq (résultats du plan Mac Kinsey).

Plusieurs travailleurs et délégués syndicaux sont intervenus dans le débat pour souligner la nécessité de la riposte des ouvriers face aux agressions du gouvernement et du patronat sur leur emploi. Un délégué de la Providence de Charleroi a mis l'accent sur l'unité de tous les bassins sidérurgiques dans leur lutte pour le maintien de l'emploi. Le GAM animait la fin de la fête par ses chansons de lutte.

Le comité est bien décidé à continuer son action: 1- il fera une brochure sur la situation dans la région. 2- il organisera des débats entre des courants politiques sur: statut public, contrôle ouvrier, etc... 3- il espère que les syndicats organiseront une action le 5 avril (journée d'action européenne pour les 36 heures). Autrement, le comité organisera même une action d'agitation et de mobilisation dans la région.

AMADA-TPO était présent à cette soirée avec un stand: on a vendu pour 1.200 fr.

AKZO-GHLIN

Une grève réussie

Il y a deux semaines, les 200 ouvriers de AKZO se mettaient en grève. Ils demandaient une augmentation de 10 fr par heure pour tous, l'amélioration du 13ème mois, l'incorporation de la prime d'assiduité de 10 fr l'heure dans le salaire, l'octroi d'une prime salariale horaire de 16,6% pour les ouvriers du feu continu, l'amélioration du salaire des femmes de charge et l'embauche dans le secteur de la manutention où il manque en général un ouvrier par équipe.

Le patron de son côté, proposait une augmentation de 12 fr étalée sur 2 ans, ainsi les ouvriers auraient pour 1978 une augmentation de 4 fr l'heure au lieu des 10 fr qu'ils revendiquaient.

Ensuite, le patron appela toutes les firmes extérieures à se présenter au travail. Ce sont des firmes qui travaillent au montage des nouvelles unités de production à AKZO. En même temps, le patron appela la police pour garantir le "libre accès à l'usine". En voyant tout cela, les ouvriers de ces firmes extérieures ont refusé de travailler ainsi que les employés qui à ce moment, n'étaient pas encore partis en grève.

Pour protester contre cette provocation policière, les

ouvriers ont décidé de barricader les grilles de l'usine, vendredi matin. De nouveau les flics sont arrivés, cette fois-ci accompagnés par les gendarmes. Ils ont fait appel aux pompiers pour dégager le portail.

Face à cet ensemble de provocations, la délégation syndicale a demandé aux ouvriers chargés de la sécurité et du maintien de l'outil de débayer à leur tour.

Sachez aussi que celui qui a donné les ordres aux flics c'est le bourgmestre socialiste de Mons, Abel Dubois. Celui-ci a dit lors d'une réunion du conseil communal que les ouvriers d'AKZO étaient des bandits qui empêchaient la sécurité dans l'usine.

Mercredi dernier, les ouvriers se sont réunis pour voter les propositions du conciliateur. 89% des ouvriers ont voté pour, 10,4% contre.

L'accord était une victoire pour les ouvriers. Ils ont obtenu:

- 4 fr le 1er janvier avec effets rétroactifs
- 2 fr le 1er avril
- 2fr le 1er octobre

- Etude de rattrapage sur les salaires des usines chimiques de la région avant le 31 décembre.
- prime d'assiduité incorporée dans le salaire.
- amélioration du 13ème mois
- 30% sur le travail le samedi

SALIK - QUAREGNON

Défendons l'emploi

Le patron veut supprimer 180 des 310 emplois à Quaregnon (voir TPO no 4).

Il ne cesse d'intimider la délégation avec les bas prix des concurrents. Il vend des costumes pour la valeur de 1500 FB. Des costumes produits à Salik Quaregnon ou à Bruxelles? Non! Des costumes achetés par Sa-

lik en Pologne et vendus au GB à 1499 FB. Pourquoi n'est-il pas possible de faire des costumes à ce prix aux usines de Salik? Ce n'est pas pour rien que les ouvriers polonais ont mené des luttes très violentes à plusieurs reprises en 1976: les salaires et les conditions de travail y sont particulièrement déplorables.

Pour pouvoir vendre moins



D'UNE LUTTE

L'AUTRE



UCB HAVRE

Occupons jusqu'à la victoire

Les 130 ouvriers d'UCB occupent leur usine depuis le 28 février, contre la fermeture de la division "distillation du goudron", qui supprimerait 70 emplois le 12 mai prochain. La division du goudron ne serait plus rentable. Pour la survie de la division du benzol, le patron demande 20 millions de FB de subsides à l'Etat; ceci pour la construction d'un cracking d'ammoniac, qui doit remplacer l'approvisionnement en hydrogène, lors de l'usine SAFEA fermers ses portes le 30 juin prochain.

Mais UCB a réalisé 165 millions de bénéfices déclarés dans sa seule division de benzol, au cours des cinq dernières années. Il est donc évident que la revente de l'entreprise ne peut se faire sur le dos de la collectivité.

De plus, les ouvriers dou-

tent que la division benzol soit sauvée. Aucun dossier n'a été introduit jusqu'à présent auprès des ministères compétents. La direction générale d'UCB a attribué pour toutes ses autres usines un budget de 200 millions de FB d'investissements; et pourquoi pas à Havre?

C'est pour cela que les ouvriers et les employés d'UCB avec leurs syndicats en front commun, ont décidé l'occupation, contre la fermeture de la division goudron et pour des garanties d'emploi dans la division benzol.

Ils se sont organisés dans un comité d'action qui est responsable pour les piquets (il y a une permanence en 4 équipes, qui font 3 jours le matin, 3 jours l'après-midi, 3 jours de nuit et 3 jours de repos) et pour l'entretien de l'outil.

Ils ont obtenu très vite la

COCKERILL-LIEGE :

Grève au train à fil

Voici ce que disent les travailleurs du Train à Fil:

"Le nombre de travailleuses de notre entreprise a diminué de cinq mille en trois ans. En clair, cela fait cinq mille salaires qui ne sont plus déboursés par le patron alors que la productivité a fortement augmenté. (...) C'est sur notre dos que l'on rationalise en supprimant des emplois partout, en instaurant le chômage partiel. (...) Après avoir imposé quatre équipes, le patron impose les trois équipes, d'où pertes de salaire, régression dans les formations, avenir bouché" (1)

Au laminoir et au magasin, l'effectif a été réduit de 64 unités!

"Chez nous, la garantie de l'emploi est nulle. La crainte du lendemain s'installe. Enfin, avec moins d'emplois les cadences de travail sont telles que la sécurité exis-

te de moins en moins."

"Fort de ces considérations nous réclamons pour notre secteur des mesures immédiates et la première: augmentation de la personnel inscrit dans notre service."

"Pour atteindre ces objectifs raisonnables, nous attirons l'attention de nos responsables syndicaux sur la nécessité d'une liaison plus grande, plus soutenue, quotidienne, avec leurs syndicats afin de mieux se comprendre et d'être ainsi plus forts pour arracher aux patrons nos légitimes revendications."

RESULTATS OBTENUS

Après trois semaines de lutte, les travailleurs ont repris le travail avec l'accord suivant: 2 hommes de plus au laminoir (ce qui ramène l'effectif à 32 par équipe), 3 fr d'augmentation l'heure, 43 frs par homme manquant.

Les travailleurs ont tenu leur communiqué par un

appel à la généralisation de la lutte pour l'emploi: "Nous savons que l'ensemble des travailleurs, en Cockerill notamment, à Cockerill en particulier, pensent comme nous puisqu'ils subissent les effets des suppressions d'emplois, la disparition de structures entières et autres restructurations patronales réalisées avec notre argent. Par conséquent, en luttant pour nos objectifs immédiats, le train à fil de Cockerill appelle l'ensemble des travailleurs et leurs représentants à se pencher sans tarder sur nos problèmes et leurs solutions, comme les 36 h. semaine sans perte de salaire. Le conflit de la FN est d'ailleurs là protestant, qui confirme nos justes positions."

solidarité des travailleurs de Siemens-Baudour, qui leur ont communiqué leurs expériences. Ils ont également eu des télégrammes de solidarité des autres sièges de l'UCB.

TPO soutient le point de vue qu'a défendu le permanent FGTB Martin, au début de l'occupation: "Notre objectif est de maintenir les 130 emplois de l'usine d'UCB. Il faut donc rechercher un autre terrain de négociation". Une telle position ne fait que semer le découragement. Les ouvriers ont cependant occupé leur usine, en front commun, pour défendre l'emploi, car après Farah-Obourg, la centrale électrique et les verreries Doyen, il ne faut pas qu'UCB ferme ses portes dans la région d'Havre!

(1) Toutes les citations viennent du communiqué issu de l'Assemblée générale du 2/3/78 rassemblant les quelques 150 travailleurs du train à fil.

cher que ses concurrents, Salik produit des pantalons en Tunisie. Là, les ouvriers travaillent 16 h. par jour pour un salaire de famine. Ce ne seront pas eux qui achèteront les pantalons de Salik!

Le Japon exporte des jeans blancs vendus à Cora pour 199 FB. En Hollande, la main d'oeuvre pour un pantalon coûte 9 Fl. 14 (= moins de 100 FB), contre 157 FB en Belgique; en France, elle est 38% moins chère qu'en Belgique etc... Il ne dit pas

que la productivité en Belgique est parmi les plus hautes du monde!

Ainsi, la guerre de concurrence entre les capitalistes de l'Ouest et de l'Est, se fait au détriment des ouvriers: un niveau de vie misérable en Pologne, en Tunisie, au Japon... des bas salaires en France, Hollande... et en Belgique, cadences folles et après chômage et fermetures.

C'est pourquoi, nous devons nous battre et ne pas nous

laisser convaincre par les arguments du patron. Les négociations jusqu'à maintenant n'ont rien donné. Suivons donc l'exemple des ouvriers d'UCB-Havre qui occupent leur usine depuis plusieurs semaines.

Diffusons aussi le mot d'ordre que les syndicats ont indiqué: Manifestation nationale à Bruxelles au mois d'avril pour le maintien de l'emploi dans le textile.

FETEZ LE 1^{er} MAI AVEC TPO-AMADA A BRUXELLES

Avec la participation de "la Nouvelle Scène Internationale"

La fête du 1er mai est l'occasion idéale pour se rendre compte du travail abattu par le parti ouvrier communiste en construction. On pourra y voir et y entendre comment nous construisons un véritable Parti ouvrier.

1. Différents ouvriers viendront témoigner sur leur travail. On y apprendra comment ils travaillent en usine et y forment un cercle de propagandistes de TPO, comment travaille un tel noyau ouvrier.

er avec comme instrument principal le journal de TPO ; comment travaille un ouvrier militant de TPO comme syndicaliste et communiste à l'intérieur du syndicat.

2. On pourra visiter différents stands sur le travail concret des noyaux ouvriers dans la lutte de classes. Déjà, nous pouvons annoncer :
- un stand du noyau ALE avec un film d'une dizaine de minutes tourné pendant la grève de 77 ;
- un stand sur la lutte de MMRA avec également un film sur les nombreuses actions que les ouvriers métallurgistes ont mené contre le chômage ;
- le noyau ouvrier du pétrole illustrera la lutte pour le réengagement de Miel De Bruyne ;

- au stand Ford Genk et Daf Oevel on pourra acheter des photos prises dans les luttes ;
- un stand spécial sur la sidérurgie réunira des noyaux ouvriers de Sidmar, de Clabecq, de Charleroi et de Liège pour réaliser concrètement l'unité de la lutte dans la sidérurgie. A ce stand, on pourra également acheter des photos.

Nous continuons à recevoir de nouvelles propositions de stands. Nous publierons prochainement le programme définitif de cette manifestation.



Venez à la fête du 1^{er} mai avec votre famille, vos amis, vos connaissances.

Les discussions, critiques et propositions à propos des 4 fêtes précédentes nous permettent de tirer les leçons pour améliorer la fête prochaine.

1) Bien que le programme ne soit pas encore défini totalement, nous prévoyons déjà qu'une petite moitié du temps sera consacrée aux discours et témoignages (voir programme en 1ère page). Du théâtre et des chansons occuperont la grosse moitié restante.

2) Toutes les interventions seront brèves (10 à 15 minutes) et seront traduites simultanément sur diapositives.

3) Tous les discours seront des discours d'agitation prévus pour un large public de nouveaux sympathisants. L'année passée, certains discours étaient destinés plus spécialement à un cercle plus restreint de membres du Parti et étaient souvent difficiles à comprendre pour certains sympathisants.

4) La qualité de la partie spectacle est garantie. Les pionniers répètent déjà depuis quelque temps sous une direction compétente et nous proposeront une pièce de théâtre. De plus, les professionnels du collectif de la Nouvelle Scène Internationale, dont la réputation n'est plus à faire, se produiront aussi. De Liège, nous viendra le

groupe théâtral "Théâtre de Jacques Gueux", regroupant des professionnels et des amateurs. Dans un prochain numéro, nous présenterons plus longuement ce groupe.

5. Les stands d'information seront très variés. En plus de nombreux stands du Parti, des organisations de masse et des organisations démocratiques, il y aura par exemple un jeu de "tiercé" (pronostics) en faveur de la campagne de soutien au TPO hebdomadaire.

Le "Livre Rouge" sera bien entendu présent, avec ses livres, ses disques, ses affiches. On pourra trouver également à différents stands des objets d'artisanat chinois albanais ou d'autres pays du Tiers-Monde. Et n'oublions

pas la nourriture. Des ouvriers immigrés prépareront des spécialités bien de chez eux. Il y a encore de la place prévue pour toutes sortes de stands où des sympathisants peuvent organiser des ventes diverses en faveur du TPO hebdomadaire. (On peut encore envoyer des propositions).

6. Vous pouvez emmener sans problème toute votre famille à la fête. Les pionniers d'Amada organiseront des activités spéciales pour les enfants. Il y aura des ateliers de peinture, de dessin ou de théâtre, des projections de films.

La fin de la fête est prévue vers 22h30 pour permettre à ceux qui viennent avec leurs enfants de ne pas rentrer trop tard à la maison.



PHOTO : Le stand de TPO Vilvorde lors du 1er mai 77 à Anvers. Une illustration claire du travail effectué pour faire de notre Parti un Parti de masse implanté solidement dans l'avant-garde ouvrière. Sur le panneau, on peut lire :

AVANT : TPO-Vilvorde, une organisation fermée, se composant d'une cellule de propagandistes et d'une équipe de propagande qui ne travaillaient qu'avec les sympathisants isolés avec lesquels ils avaient des discussions et à qui ils proposent des tâches individuelles.

MAINTENANT : Un ensemble de formes organisationnelles adaptées aux différents sympathisants. Le travail en groupe donne plus d'enthousiasme pour les tâches du Parti et facilite le passage au noyau et à l'"équipe de propagande".

Ce stand a eu un énorme succès l'année dernière, c'est une expérience que nous voulons élargir maintenant. A ces stands, on pourra également savoir ce que l'on attend d'un propagandiste de TPO, quelles sortes de tâches on peut remplir pour le Parti, comment on peut adhérer au Parti etc.

VENEZ VOIR COMMENT EST FAIT NOTRE JOURNAL

La nouvelle photocomposeuse sur laquelle le TPO hebdomadaire sera tapé sera exposée à la fête. Un stand exposera tout le circuit de fabrication d'AMADA et de TPO. Des camarades qui se demandent s'ils pourraient venir aider à taper le journal verront alors la machine à l'oeuvre. On pourra également parler à un membre de la rédaction, lui poser des questions, faire des propositions, des critiques au journal et à la rédaction.

Nous rappelons notre appel des journaux précédents : nous cherchons des dactylos pour AMADA et pour TPO. Tous ceux qui peuvent venir tous les 15 jours ou toutes les semaines le vendredi soir ou 1/2 journée le week-end sont bienvenus, qu'ils sachent déjà taper ou qu'ils veuillent apprendre.



FN-HERSTAL

Les actions de masse feront céder le patronat

Cette semaine, les ouvriers de la FN à Herstal terminent leur 5^{me} semaine de grève. La semaine qui vient de s'écouler a été une semaine très importante :

1. Les délégués et les ouvriers ont refusé l'accord de régression sociale que veut imposer le patron
2. Les employés ont rejoint la grève

Le 17 mars, la direction remet aux syndicats un projet d'accord qui prévoit en résumé :

1. Les 38 heures en décembre. Heures supplémentaires payées comme telles seulement à partir de la 41^e heure
2. Diminution du salaire après deux ans en cas de transfert
3. L'accord sur la prépension de 77 ne reste valable que jusqu'à fin 78
4. Pas d'augmentation générale des salaires, mais une hausse de 3 F le 1^{er} avril 1978 et une hausse d'1 F le 1^{er} avril 1979
5. Primes d'équipe : augmentation de 10 %
Primes de samedi : augmentation de 25 %
6. Augmentation de la prime de fidélité pour ceux qui ont plus de 12 ans d'ancienneté
7. Un jour de congé en plus pour ceux qui ont 15 ans d'ancienneté
8. Diminution de 50 % du nombre de délégués
9. Convention de deux ans. Paix sociale jusqu'au 31 décembre 1979

Le préaccord signifie tout compris une augmentation de 8,2% en 2 ans, 4,1 % par an. Nous ne sommes donc pas loin des 3% que la direction voulait accorder avant la grève.

**Oui aux 38 H
immédiatement.
Non au chantage
du patronat.**

Le préaccord s'est heurté à une opposition violente de la part des ouvriers et des délégués de base de la CSC et de la FGTB.

Les délégués sont d'accord et ont raison de rester fermes sur la revendication des 38 h, essentielle à la solidarité avec les chômeurs. Mais on ne doit pas permettre que ce soit au prix d'une régression sociale pour les travailleurs. Or la direction veut profiter de la crise pour faire du chantage: les 38 h. contre la perte des acquis sociaux obtenus par une dure lutte (prépension, garantie des salaires en cas de

transfert) et l'acceptation d'un blocage des salaires pendant deux ans !
De cette façon là, qui paiera les 38 h ?
Il faut que les 38 h permettent de nouvelles embauches. En acceptant l'accord de régression sociale, on accepte que le patron essaie de récupérer avant décembre les 2 heures en augmentant les cadences. En bloquant les salaires, qui même avec l'index, retardent sur l'augmentation du coût de la vie, il arrive-

ra à ce que dans deux ans, les 38 h. payés 40 seront en fait 38 h. payés 38.

Ainsi, la revendication des 38 h. perd toute signification. Ce n'est plus le patron qui paie la crise mais les travailleurs.

Le comité syndical FGTB, réuni le 17 mars, rejette le préaccord à une large majorité malgré l'insistance de R. Gillon, président des métallurgistes, qui va même jusqu'à menacer de démission les délégués qui votent contre l'accord. Malgré les positions claires des délégués, la direction de la Fédération mettra tout en oeuvre pour les obliger à défendre le préaccord devant les travailleurs. Assemblée générale de la CSC le 21 mars.

La majorité des ouvriers rejette les attaques contre la prépension. La grève continue.

Assemblée générale de la FGTB le 23 mars.

Le tract de TPO distribué à l'entrée est lu très attentivement. R. Engelen, délégué principal, explique le préaccord et malgré l'opposition du comité d'usine, il essaie de le défendre avec certaines corrections. Les interventions des ouvriers montrent combien la combativité est grande et que les responsables syndicaux ont tort de ne pas faire plus confiance aux ouvriers et de ne pas les mobiliser pour mener une grève active.

Un ouvrier : "38 h en décembre, c'est trop tard. Il faut une heure dès la rentrée".
On crie : 36 heures !

Malgré une campagne massive d'intoxication, organisée par le patronat parmi les employés, ceux-ci partent en grève jeudi matin. Ils disent :

"on a les mêmes revendications que les ouvriers, il faut donc se battre ensemble".

L'unité dans la lutte entre les employés et les ouvriers sème la panique parmi la direction

Organiser la grève régionale.

R. Gillon a déclaré au début de la grève : "si le conflit ne devait pas se terminer rapidement, la Fédération des Métallurgistes mettrait en place un plan d'action plus efficace.

Mais que se passe-t-il un mois plus tard ? La direction essaie de faire traîner le conflit et compte sur l'opposition aux 36 h. des industriels de Herstal, de Fabrimetal et du gouvernement même, Willy Claes en tête.

Qu'attend-on alors pour mettre ce "plan" en route ? Pourquoi la Fédération veut-elle imposer un accord dont ni les délégués ni les travailleurs ne veulent ? Pourquoi les ouvriers ne sont-ils pas mobilisés pour entreprendre des actions plus radicales ? Les Assemblées ont pourtant suffisamment montré la volonté de se battre. Le mécontentement sur la grève en pantoufles est fort grand. Il faut mobiliser la région, arrêter toute la province. Chez Ford, les ouvriers se battent pour les 36h avec mille embauches. A Memorex, on a arrêté 24 h pour appuyer la revendication des 36h, à Oxybel aussi. La Construction mécanique a déposé un cahier de revendications similaire à celui de la FN. Dans la sidérurgie, on exige les 36h.

Il faut appeler les ouvriers à venir au piquet, organiser des actions ensemble, étendre la lutte. TPO appelle les délégués et les travailleurs à aller convaincre en groupe les ouvriers des autres entreprises de la Métallurgie, comme la Construction mécanique, à se joindre au mouvement.

5 AVRIL Point de départ pour une mobilisation nationale pour les 36 heures

Dans quelques jours, la FGTB et la CSC distribueront un tract national en vue de la journée européenne d'action du mercredi 5 avril. Leur mot d'ordre: "notre droit: le plein emploi".

TPO soutient cette initiative. A plusieurs reprises, notamment lors de meetings régionaux à Courtrai et à Bruxelles, Debronne, le dirigeant de la FGTB a demandé des arrêts de travail de 5 min à 24 h. Cet appel sera sûrement entendu par toutes les forces combattives qui demandent depuis longtemps une action nationale pour les 36 h. avec 10% d'embauches.

TPO APPELLE TOUS LES OUVRIERS A ARRÊTER LE TRAVAIL AU MOINS UNE HEURE ET A TENIR UNE ASSEMBLÉE DANS L'USINE.

Nous soutenons totalement les délégués et les ouvriers, qui luttent pour des actions plus combattives dans les régions, comme par exemple une grève de 24 h. Ainsi, nous appelons Liège et Charleroi à faire une telle grève avec des manifestations dans la région.

Lors des réunions prévues ce jour là, au niveau national (à Bruxelles, au Passage 44 à 15 h.) et dans les usines, les délégués et les ouvriers doivent en profiter pour intervenir et faire adopter des motions:

1. POUR LA POURSUITE ET LE RENFORCEMENT DES ACTIONS NATIONALES

Des grèves isolées se heurteront toujours à la résistance acharnée du patronat qui se sent soutenu par le gouvernement. Si l'on veut imposer les 36 h. avec 10% d'embauches, il faut des actions comme les grèves du vendredi, lors de la lutte contre le plan Egmont.

Le 5 avril doit être le point de départ d'une mobili-

sation nationale permanente avec notamment des grèves tous les mois dans le pays. Il suffit de voir le nombre d'actions et de grèves qui se développent actuellement en faveur de la réduction du temps de travail, pour être convaincu que la lutte pour les 36 h. gagne de plus en plus de terrain dans les usines.

2. 36 H IMMEDIATEMENT ET AVEC NOUVELLES EMBAUCHES: DEUX POINTS ESSENTIELS ET INDISSOCIABLES!

Les 36 h. sont et restent une revendication de solidarité avec les 500.000 chômeurs ! Leur introduction immédiate permettrait de créer ou de sauver 240.000 emplois. Il y a déjà eu plusieurs accords sur la réduction du temps de travail (dans le secteur pétrolier, chimique, à Philips et chez Ford) mais qui n'ont aucun effet sur la création de nouveaux emplois. C'est pourquoi, il faut encore plus propager les 36 h. avec nouvelles embauches. Il faut qu'il se crée un large courant qui soit prêt à mener des actions dures et longues.

Le chômage ne diminuera pas dans les années à venir. Il faudra de plus en plus faire payer la crise par les capitalistes en exigeant notamment un nouveau repartage du travail à leurs frais.

3. SOLIDARITE AVEC TOUTES LES USINES EN LUTTE POUR LES 36 H. !

Si la solidarité s'organise au niveau national, les usines qui luttent actuellement pour les 36 h. arriveront à briser le blocus patronal et serviront d'exemple à toute la classe ouvrière.

Soutenons les camarades de la FN et du secteur public!

SIDERURGIE GREVES D'AVERTISSEMENT A CHARLEROI

Voici les principaux extraits d'une motion publiée par les délégués principaux FGFB de la sidérurgie de Charleroi:

" Les délégués principaux du Comité de la sidérurgie FGFB réunis le jeudi 16 mars, informés du contenu du rapport présenté au groupe restreint d'accompagnement de l'étude Mac Kinsey, après un long et large débat REAFFIRMATION qu'ils n'accepteront jamais d'être mis devant le fait accompli, quelles que soient les justifications données, ni un plan de restructuration basé sur les seuls intérêts des groupes financiers (...). Les délégués principaux FGFB conscients de leurs

responsabilités DECIDENT du plan d'action suivant:

a) aucun licenciement ne sera accepté tant que les perspectives réelles d'un plan de reconversion industrielle de la région ne seront fixées paritairement;

b) d'assurer une information objective et générale des travailleurs par des assemblées préparées à l'action dans toutes les entreprises;

PROCLAMENT la solidarité qui lie les travailleurs des entreprises dans l'action que la situation du secteur impose;

Considérant qu'une prise de position efficace et directe des travailleurs est

devenue indispensable, les délégués FGFB:

PROPOSENT une journée d'action à concrétiser sous la forme d'une GREVE D'AVERTISSEMENT dont le cadre et la date seront fixés dans les plus brefs délais.

Souhaitant d'assurer l'unité d'action de l'ensemble de la classe ouvrière du secteur devant la gravité de la situation, les délégués principaux FGFB mandatent leurs responsables fédéraux pour rencontrer les dirigeants régionaux de la CSC-Métal en vue de mener en commun cette action d'avertissement;

INVITENT les travailleurs à participer activement à celle-ci. "

La table ronde sur la sidérurgie qui devait réunir patrons, holdings, syndicats et gouvernement aurait dû se tenir vers la mi-mars. Elle a été reportée jusqu'à mi-avril, et aucune date n'a encore été définie.

Entretiens, les conclusions du groupe Mac Kinsey ont été déposées. On parle de supprimer 7000 emplois d'ici 1980. On affirme aussi que le plus gros serait supporté par Charleroi.

Mais on parle aussi de plus en plus d'une restructuration financière et technique au niveau européen en sidérurgie et c'est en fait une des raisons du retard de la table ronde.

La seconde raison, c'est que les réactions qu'il y a déjà eu de la part des ouvriers et des employés de la sidérurgie comme à Providence, font réfléchir le gouvernement à deux fois.

Claes sait bien qu'il marche sur des oeufs et qu'un étincelle suffirait à mettre le feu aux poudres.

Solutions Européennes : encore plus de licenciements.

Reparlons un peu de cet éventuel regroupement au niveau européen. On parle d'un accord de cinq ans qui inclurait le triangle de Charleroi et la Providence au groupe ARBED.

Cet ensemble rassemblerait des usines implantées en Wallonie, au Grand Duché de Luxembourg, en Sarre (Allemagne) et en Flandre (Sidmar). Ces regroupements sont actuellement discutés entre la direction des affaires industrielles de la Communauté, le ministère belge des Affaires Economiques et certains groupes industriels étrangers. Pour Cockerill, il serait question d'un regroupement avec la société semi-nationale hollandaise HOOGHOVENS-ISMUIDEN.

Dans un article de la Cité du 22 mars, Jos Schoonbroodt fait remarquer qu'au point de vue purement technique, ce regroupement n'a plus de justification qu'un regroupement au niveau belge, entre les différents bassins. Et il se demande si ces formules "ne visent pas autant à maintenir une concurrence sociale entre les différents bassins wallons (ce qui morcellerait les éventuelles réactions devant les fermetures ultérieures) qu'à mettre en place des ensembles industriels compétitifs". Il fait aussi remarquer que: "cet ensemble de restructurations aurait pour effet pratique de priver l'éventuel commissariat à la sidérurgie". C'est à dire que par ce tour de passe-passe, le gouvernement belge se débarrasserait de toute responsabilité puisque toutes les décisions appartiendraient à l'ARBED, société luxembourgeoise. Ainsi, Willy Claes, après avoir lui-même travail-

lé à la constitution de ce regroupement prendrait prétexte de ce regroupement pour clamer son impuissance devant les licenciements!

De plus, en mettant sur pied de tels regroupements, on arriverait pour le groupe ARBED-SIDMAR-PROVIDENCE-TRIANGLE à des capacités de production de plus de 10 millions de tonnes par an. Ce super regroupement rationaliserait en son sein, et au lieu d'une restructuration uniquement belge, il y aurait une minirestructuration européenne qui conduirait inévitablement à encore accroître le nombre des licenciements prévus.

C'est donc à juste titre que les délégués de la sidérurgie tant CSC que FGFB, tant ouvriers qu'employés refusent d'être mis devant le fait accompli de ces regroupements.

CLAES : des milliards aux holdings s'ils licencient.

L'affaire d'Athus a déjà prouvé que les ouvriers et leurs délégués doivent prendre garde au rôle du gouvernement, et de Willy Claes en particulier. Avec le licenciement de 1200 travailleurs à Athus, Willy Claes a montré que dans la lutte entre les holdings et les travailleurs, il se rangeait du côté des...holdings.

Aujourd'hui, Willy Claes veut régler le problème de la sidérurgie de la façon suivante:

1ère phase: mise au point de solutions "techniques" d'après le rapport Mac-Kinsey. Parmi ces solutions techniques figurent les regroupements internationaux.

2ème phase: ces solutions techniques seront présentées à la table ronde sur la si-

derurgie. Les patrons sidérurgistes devront fixer des quotas de production, c'est à dire fixer la quantité d'acier à produire par chaque usine.

3ème phase: les patrons devront prendre leurs responsabilités en rationalisant, c'est à dire en arrêtant en tout cas les installations classées en 3ème catégorie par Mac Kinsey et en licenciant des milliers de travailleurs. Pour licencier ces travailleurs, Claes est prêt à accorder des subsides "réduits" (on parle de 5 milliards !)

4ème phase: quand tout sera "rationalisé", le gouvernement accordera des subsides plus conséquents.

Donc, Willy Claes crie bien fort que c'est aux holdings de prendre leurs responsabilités. Mais en réalité, il est prêt à donner des milliards aux holdings pour qu'ils licencient! La promesse de 100.000 emplois nouveaux est loin. La nouvelle politique industrielle du PSB c'est une politique anti-ouvrière. Elle sauvera les profits des holdings mais fera perdre des milliers d'emplois!

Tous à Bruxelles le jour de la table ronde !

Les plans se multiplient en sidérurgie ! Mais aucun ne satisfait la revendication numéro un des ouvriers et des employés de la sidérurgie: pas un seul licenciement !

Au sein même des syndicats, plusieurs positions s'affrontent sur le problème de la reconversion. Faut-il se contenter d'un plan de reconversion ou bien faut-il exiger une reconversion réelle avant d'accepter quelque licenciement que ce soit. C'est cette dernière position que la SETCA avait défendue à Namur et c'est aussi la position défendue par la CNE. Aussi bien la SETCA que la CNE exigent qu'un contrat de travail ou d'emploi soit effectivement donné à chaque ouvrier avant qu'il ne quitte la sidérurgie.

Dans un de ses derniers avis, la FGFB de Charleroi appelle tous les ouvriers de

la sidérurgie à préparer l'action. C'est fort bien mais dans le même avis elle annonce qu'aucun licenciement ne sera accentué s'il n'y a pas de plan de reconversion préalable. Nous voulons attirer l'attention des ouvriers, délégués et responsables syndicaux sur le danger qu'il y a à n'exiger qu'un plan de reconversion contre les licenciements. Pourquoi?

Parce que tous ceux qui ont suivi l'affaire d'Athus ont pu tirer la leçon que les promesses et les plans de reconversion sont faciles à faire mais de là à passer à la réalisation, c'est une autre affaire ! C'est d'ailleurs pour cela que les ouvriers d'Athus ont encore dernièrement manifesté et occupé les bâtiments du gouvernement provincial à Arlon.

Pour TPO, seul le maintien intégral du volume de l'emploi, en sidérurgie et dans d'autres nouvelles usines, est une revendication qui défend à fond les intérêts ouvriers.

Pour maintenir le volume de l'emploi, TPO-AMADA diffuse les revendications suivantes et appelle les ouvriers et les employés de la sidérurgie à reprendre ces revendications:

1) Pas de fermeture ou de licenciements sans emplois nouveaux et réalisables !

En cas de reconversion: un contrat en poche, et pas de vagues promesses !

En attendant, maintien du statut de sidérurgiste !

2) Tant qu'il n'y a pas d'emploi de rechange maintien des installations actuelles.

Willy Claes a déclaré que la reconversion n'était pas un préalable aux licenciements en sidérurgie.

Ce n'est pas l'avis d'un nombre croissant de délégués, d'ouvriers et d'employés qui ont décidé de refuser tout licenciement tant qu'il n'y aura pas effectivement de nouveaux emplois créés. Mais attention ! Obliger les capitalistes à créer de nouvelles usines sera bien plus dur que de les obliger à conserver les anciennes usines ! Une ancienne usine, on peut l'occuper, tous les ouvriers y restent groupés,

tandis qu'une fois au chômage, tout le monde est divisé, et il est bien plus difficile de se battre !

Ne nous faisons pas trop d'illusions sur la reconversion ! Et il est en tout cas exclu de se contenter de promesses, de conférences économiques. Il faut des emplois effectifs ! Et pour cela, il faut une lutte âpre et longue...

PREPARER L'OCCUPATION DES USINES ET DES ACTIONS DE MASSE IMPORTANTES

La grève d'avertissement de Charleroi ne peut pas être une grève traditionnelle de 24 h., avec tout le monde à la maison. Si l'action des ouvriers de la Providence en janvier a porté ses fruits, c'est parce qu'ils ont occupé l'usine, parce qu'ils ont organisé une manifestation fort combattive.

Pour cette journée de grève, le mieux ce serait que tous les ouvriers se retrouvent à l'usine le matin, à 6 heures, et que le travail soit arrêté à 8 h ou 9 h pour une assemblée générale dans chaque usine et que de là parte une manifestation rassemblant TOUS LES SIDERURGISTES, qui pourraient aller manifester devant le siège des banques, la Société Générale et la Banque de Paris et des Pays Bas.

La journée du 5 avril, où des assemblées sont prévues, doit être consacrée à préparer cette grève et cette manifestation, en confectionnant des pancartes, des calicots reprenant les revendications essentielles: pas de licenciements, pour une vraie reconversion, assez de promesses, des actes, nous voulons du travail.

Et le jour de la table ronde de la sidérurgie, c'est une manifestation à Bruxelles qu'il faut organiser en Front Commun, comme l'ont proposé la CCMB et la CNE. Une manifestation de masse à Bruxelles, le jour de la Table Ronde aura un très grand poids.

Il suffit de rappeler aux sidérurgistes de Charleroi, comment le gouvernement avait accueilli les 500 sidérurgistes de Charleroi, l'année passée pour comprendre qu'il craint par dessus tout une manifestation à Bruxelles.

-GREVES D'AVERTISSEMENT
-MANIFESTATION A BRUXELLES
(le jour de la table ronde)
-PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

UN ACCORD DE RESTRUCTURATION

EST SIGNE !

7000 LICENCIEMENTS D'ICI 1980 !

Les dernières nouvelles sur la restructuration viennent de paraître dans la Cité du 25 mars.

Le jeudi 24 mars, un accord est mis au point entre les patrons de la sidérurgie belge et ceux de la sidérurgie luxembourgeoise.

L'accord envisage deux points:

- une coopération technique très poussée entre les entreprises du "Triangle" de Charleroi et du groupe Sidmar-Arbed. Une restructuration financière est en négociation.

- un accord de "bon voisinage" et de bonnes relations

entre le nouveau groupe et la société Cockerill.

Cet accord s'inscrit dans les conclusions du rapport Mac Kinsey qui prévoit 7000 licenciements dans un premier stade (d'ici 1980). Cette première vague toucherait entre 3.200 à 3.700 travailleurs à Charleroi, 2000 dont 700 employés à Liège et de 1750 à 2050 travailleurs dans le Centre et le Brabant Wallon.

La Cité conclut: "Si l'actualité de la conférence nationale apparaît encore dès lors que les décisions principales auront été prises et que, dans ces conditions, des chaises resteront vides autour de la table".

Interview de Serge Pairoux

LES COMMUNES POPULAIRES EN CHINE

A l'occasion de l'exposition sur la Commune Populaire au Passage 44, nous avons interviewé Serge Pairoux, secrétaire général de l'ABC (Association Belgique Chine).

Voici quelques extraits.

AMADA: Pouvez-vous nous expliquer comment on est arrivé à constituer des Communes Populaires en Chine ?

Serge Pairoux: en 1955, alors qu'il y avait 750.000 coopératives de production du type supérieur, une lutte naît au sein du parti communiste chinois. Devant les obstacles que rencontrent les coopératives, certains, comme Liou Chao chi, veulent faire machine arrière, démanteler les coopératives, étendre la parcelle individuelle, retourner au système des petits marchés libres.

Les paysans au contraire, ont voulu aller plus loin dans le système de "coopérativisation", de collectivisation et ils ont créé, dans certaines régions du pays, en 1958, la commune populaire. Le président Mao, après une enquête approfondie sur ce nouveau système, qui venait d'être mis au point par des paysans dans une des régions du centre sud de la Chine, a dit: "La commune populaire, c'est bon!" Il y a eu une conférence du parti communiste chinois, la Conférence de Lushan, qui a décidé d'étendre à l'ensemble de la Chine, le système de la commune populaire (...)

La famine évitée

En 1958, la première entreprise a été d'entamer les travaux d'infrastructure; on a mobilisé des millions de paysans pour contrôler les deux fleuves qui, au cours des années 1958, '59, '60, '61 provoquèrent des inondations catastrophiques dans le sud de la Chine et des sécheresses tout aussi importantes dans le nord du pays. Grâce à la mobilisation de tant de millions de personnes, facilitée par le système des communes

populaires -aujourd'hui, il y en a 50.000- on a pu éviter la famine et la disette et les destructions. Il faut savoir que, dans cette période de conditions difficiles que la Chine traversait sur le plan de l'agriculture, car les fleuves n'étaient pas encore contrôlés, les réservoirs n'étaient pas encore créés -cela ne se fait pas en six mois, cela prend des dizaines d'années pour certains grands travaux- l'Union soviétique, sous la direction usurpée par des révisionnistes ayant à leur tête Khrouchtchev, a rompu toute une série d'accords qu'elle avait signés avec la Chine dans le domaine industriel et dans le domaine militaire également, espérant mettre la Chine à genoux et elle a exigé, à cette époque de grandes difficultés pour la Chine, qu'elle paie l'ensemble des fournitures reçues au moment de la guerre de Corée. C'est donc une période de très grandes difficultés, mais, en même temps, de ces obstacles, la Chine a su tirer un très grand bénéfice: le principe de ne compter que sur ses propres forces. (...)

Une commune populaire, c'est une unité économique, c'est une unité administrative, c'est une unité politique, une unité militaire, une unité sanitaire, une unité pédagogique, c'est l'ensemble à la fois de la vie politique, administrative, militaire et l'ensemble des secteurs sont décentralisés vers les communes populaires. Les responsabilités sont à des échelons différents. Par exemple, dans certaines équipes, ce sont elles qui sont responsables de leurs bénéfices et de leurs pertes; dans d'autres endroits, où les équipes se sont déjà regroupées, comme à Dazhai par exemple, la comptabilité se fait au niveau de la brigade de production. Les fonctions de chacun des trois échelons sont difficiles à définir, mais

elles recouvrent l'ensemble des secteurs dont on vient de parler il y a un instant.

Aujourd'hui, à la 5ème Assemblée nationale populaire, le principe de prendre l'agriculture comme base, avec l'industrie comme facteur dominant, est un principe qui reste tout à fait à l'ordre du jour.

Les objectifs pour l'an 2000.

Il y a un plan qui vient d'être élaboré, dans lequel on prévoit, avant l'an 2000, de faire de la Chine un Etat socialiste moderne et prospère. Et le plan, plus concrètement, a pour ambition quatre modernisations: la modernisation de l'agriculture, celle de l'industrie, celle de la défense nationale, celle de la science et des techniques. Donc de l'agriculture. A l'heure actuelle, on peut dire que, sur les 2 000 districts agricoles, 1/3 seulement est mécanisé. L'objectif est d'arriver, avant l'an 2000, à ce que la majori-

té des districts soit modernisée et qu'il y ait utilisation beaucoup plus grande de tracteurs et de moyens modernes de production. Une des objections avancées est celle-ci: oui, mais si l'agriculture est mécanisée, cela va mettre énormément de monde au chômage. On a vu tout à l'heure que, par la politique de décentralisation, il s'est constitué, dans les communes, dans les brigades, dans les équipes de petits ateliers et que les paysans, non seulement ont diversifié la production agricole, mais qu'ils ont créé de très nombreux petits ateliers dans lesquels les paysans qui ne travaillent plus aux champs, passent à une petite ou à une plus grande production industrielle.

Voilà schématisé très globalement ce qu'est la commune populaire. Cela s'est fait à travers une lutte de classes intense, on l'a vu, avec Liou Chao-chi qui voulait freiner le système de "coopérativisation", avec la bande des 4 qui a commis dans ce domaine éga-

lement des crimes très graves. (...)

Les paysans conservent une parcelle individuelle sur laquelle ils cultivent soit du tabac, soit les légumes qu'ils désirent, et les Quatre voulaient supprimer cette parcelle individuelle en disant que c'était une survivance du passé et qu'il fallait que l'ensemble des terres soit collectivisée. Certes, l'objectif à long terme est de collectiviser l'ensemble des terres et de faire passer les terres de la collectivité au système de l'Etat du peuple tout entier, mais il y a des étapes à respecter pour poursuivre ce processus et, notamment, la prise de conscience par la paysannerie de ses intérêts, c'est-à-dire d'abandonner l'intérêt privé et de suivre la politique du Parti Communiste chinois.

Vouloir aller trop vite aurait fait courir le risque de voir des parties importantes de la paysannerie se retourner contre le Parti, contre la classe ouvrière, contre le socialisme et de voir se créer des mouvements à caractère contre-révolutionnaire. (...)

L'avocat Luc Walleyen acquitté

SUITE DE L'AFFAIRE RUCKINEER

Le 21 mars, devant la Cour d'appel de Bruxelles, c'était l'appel du "procès d'Etterbeek" - ou plutôt de l'un d'eux puisqu'il y a aussi le procès (toujours en cours) de la famille Ruckineer contre le flic qui a tué Alain, qu'il y aura peut-être celui sur la mort d'Emmanuel, frère d'Alain, mort il y a quelques semaines au commissariat de police d'Ixelles (le Parquet ne semble pas prêt de donner aux journalistes les résultats de l'autopsie...) L'arrêt sera rendu le 12 avril, mais déjà certaines idées ressortent du déroulement du procès.

D'abord, la manière dont la bourgeoisie veut pouvoir piétiner ses propres lois et appliquer celle qui protège le mieux ses intérêts: celle de la violence, de l'interdiction, de la répression. C'est ce que montrent:

- la confection du dossier monté du début à la fin contre Amada pour présenter notre Parti comme une bande de voyous dangereux et violents;

- l'inculpation de 4 assistants au meeting, accusés à tort d'avoir jeté des verres de bière contre quelques gendarmes;

- surtout l'inculpation de Luk Walleyen, accusé d'avoir provoqué la rébellion en faisant un discours dénigrant la gendarmerie comme milice toujours prête à voler au secours des patrons contre les ouvriers;

- l'impunité qui couvre les actes les plus crapuleux de cette même gendarmerie: pas question dans le dossier ou au tribunal de critiquer l'encerclement de tout un quartier, l'arrestation pendant 12 à 15 heures de 104 personnes, la confection d'une liste stencillée des noms des personnes arrêtées...

Au contraire, on entendra le

Président dire en appel, sans l'ombre d'une gêne, qu'il tient à rendre personnellement hommage à l'action menée en général par les forces de gendarmerie!

Le Parquet avait inculpé Luk Walleyen pour obtenir une condamnation basée sur le principe du délit d'opinion et sur la responsabilité collective (rendre quelqu'un responsable de ce qu'ont fait d'autres que lui, principe rejeté par notre droit pénal hérité de la révolution française). Désolé que la loi anti-casseurs n'existe pas en Belgique, et de ce que le projet 430 ne soit pas passé à cause de la résistance des milieux démocratiques, le Procureur du Roi essaie une autre méthode: d'une part, inculper sur base d'une loi de 1881 sur la provocation par discours prononcé en public, d'autre part, ajouter à la rébellion la circonstance aggravante du "concert préalable". Le Parquet s'obstine, et à l'acquittement gagné sur ces deux points en lère Instance, il répond par un appel général.

L'essentiel du temps est consacré à affirmer le principe de la neutralité du tribunal et surtout celui de l'absence de toute préoccupation politique... Rien de plus politique en fait que cela, car le but est de masquer la réalité des poursuites qui sont, elles, politiques de A à Z, et d'empêcher les inculpés ou leurs avocats de dire le moindre mot politique: ce fut le cas notamment à la 7ème Chambre d'appel, où le président coupait systématiquement les inculpés qui voulaient justifier leur action, et refusait la parole à un des avocats qui, ayant appris l'acquittement de Luk, voulait "ajouter deux remarques générales

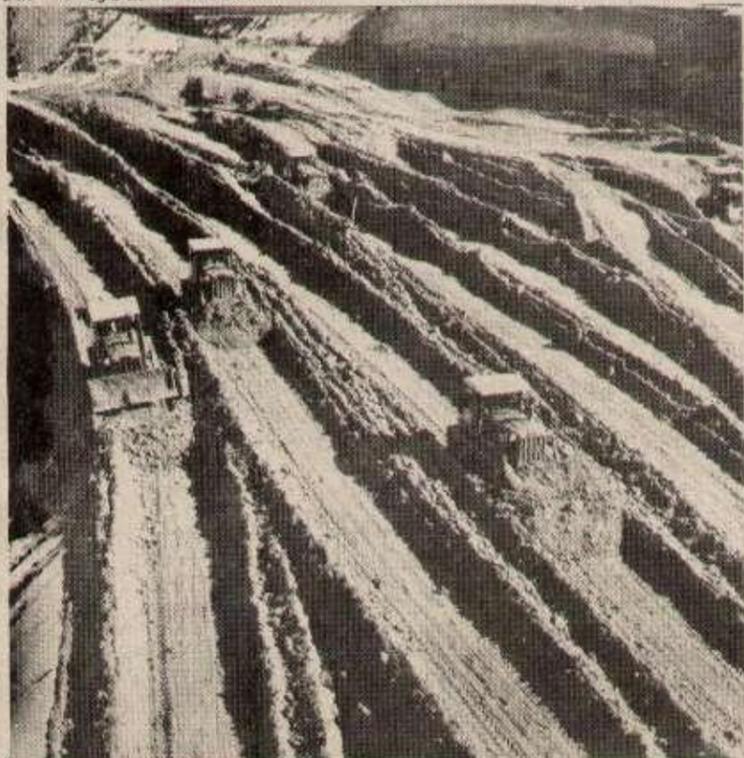
concernant les poursuites". "Notre client est acquitté, vous n'avez plus rien à dire."

Pourquoi, tout en proclamant qu'il se fiche éperdument des idées du militant, le président lui demande-t-il si c'est lui qui a écrit tel tract ou lancé tel slogan? Pourquoi le président ne se demande-t-il jamais pourquoi le juge de lère Instance a condamné à une amende de 5.000 F le militant d'Amada, et à une amende de 4.000 F celui qui ne l'était pas, alors que les charges étaient les mêmes? Pourquoi le seul à être acquitté au bénéfice du doute en lère Instance - et c'était mérité - était aussi celui dont il était clair qu'il n'avait rien à voir avec Amada, ni avec le meeting?

Le procès montre aussi qu'il n'y a pas que des tendances fascistes dans l'appareil judiciaire: l'acquittement de lère Instance est confirmé en appel et le concert préalable n'est plus retenu par le Procureur général.

Ce procès montre surtout l'importance qu'il faut accorder aux procès intentés contre les militants du Parti, ou contre tout mouvement démocratique, à mobiliser autant de gens que possible, à constituer un groupe de défenseurs unis pour le maintien des droits et des principes qui garantissent les libertés gagnées par le peuple dans et par sa lutte.

Sur le plan des droits démocratiques, on peut parler de victoire contre le Parquet, qui s'est vu obligé de reculer et de remettre à plus tard d'autres tentatives... N'empêche qu'on n'a pas d'illusions à avoir sur la "justice", car rien là-dedans ne ressemble à la défense des intérêts du peuple.



Des paysans de la brigade de production de Dazhai, unité avancée dans l'agriculture chinoise, rasent des montagnes en vue de créer des plaines pour faciliter la mécanisation agricole.

BUDGET:

LE PSB D'ACCORD AVEC LE PSC POUR LA REGRESSION SOCIALE ?

"Pas d'atteinte à la sécurité sociale" : tel était le mot d'ordre central de centaines de milliers d'ouvriers et d'employés CSC et FGTB, qui en février 1977 avaient participé aux grèves du vendredi, contre le gouvernement Tindemans I. Les dirigeants du PSB faisaient semblant de soutenir ces revendications. Pourtant, une fois au gouvernement, ils ne touchaient pas aux mesures de démantèlement que le PSC et le PCB avaient introduit. Remettons-nous en mémoire ces atteintes "en douce" de ces dernières années :

1975: Presqu'un quart de pensionnés ayant 2000 Fr de pension pour deux (parce qu'ils ont travaillé tous les deux) sont exclus des tarifs préférentiels pour les soins et médicaments. Pour les travailleurs, le ticket modérateur est porté à 30 Fr pour les consultations et à 69 Fr pour les visites à domicile.

1976: Les rémunérations de chômage et de maladie sont incluses dans le calcul des tranches d'impôts.

1977: Ces revenus de remplacement sont indexés. Après l'entrée au gouvernement du PSB, le démantèlement continue.

1977: Un nombre impressionnant d'invalides sont avisés qu'ils n'ont plus droit aux allocations spéciales parce que leur conjoint gagne trop (c-à-d plus de 200.000 Fr par an).

1978: On annonce avec beaucoup de bruit que le revenu garanti pour personnes âgées ainsi que le minimum vital seront relevés. Mais en même temps, les remboursements mutuelle sont fortement diminués, de sorte que les bénéficiaires ne retouchent que 100 Fr maximum. Le I.3.78: Pour beaucoup de bénéficiaires du fond de reclassement des invalides, le remboursement total des médicaments est supprimé.

Toutes ces atteintes ne suffisent pas pour trouver les milliards que Tindemans et Claes distribuent allégrement au grand capital, sous forme de soutien d'Etat, d'exonérations d'impôts et de commandes d'Etat. Pour remplir le trou que ces cadeaux de plusieurs milliards occasionnent, on parle maintenant d'un démantèlement radical de de tout le système de la sécurité sociale.

Déjà le 8 mars, "La Libre Belgique", le journal du patronat belge donnait le ton: "Un certain état de besoin doit être réintroduit. On doit envisager le refus de couvrir les petits risques". Le PSC avait proclamé cette

position plus tôt:

"Pour l'assurance maladie, on doit éviter la surconsommation en introduisant une franchise (Les premiers 1000 Fr ne seront plus remboursés et ça, par année) et par la hausse du ticket modérateur. On doit aussi penser à supprimer les allocations familiales pour le premier enfant des familles aisées".

D'après le système des impôts, une famille aisée est une famille qui gagne plus de 500.000 Fr par an. La semaine passée, une fuite a révélé un plan de "penseurs" des cabinets des ministres "socialistes".

D'après ce document, on peut se rendre compte que la direction du PSB est totalement d'accord avec les patrons du CVP pour renflouer les caisses de l'Etat sur le dos des assurés sociaux.

Que dit ce plan publié dans "Le Soir" du 20 mars ?

Le plan du PSB prévoit l'assainissement des finances publiques à concurrence de 100 milliards d'ici 3 à 6 ans. Les économies seront faites de façon suivante :

1) Lutte contre la fraude fiscale (bénéfice 30 milliards). Rappelons que les gouvernements précédents ont tous prétendu combattre la fraude fiscale.

Entretiens celle-ci est passée de 140 milliards en 1976 à 200 milliards en 1977.

(70 % de cette fraude est à mettre sur le compte de 10%, les plus riches de la population).

Ce qui fait que le résultat du combat contre la fraude fiscale est que les riches deviennent encore plus riches.

2) Un nouvel impôt sur les biens immobiliers qui devrait rapporter 10 milliards

Mais ce sont, à nouveau, les classes travailleuses qui devront payer les impôts les plus lourds; le plan du PSB prévoit en effet D'INSCRIRE LES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LES REVENUS IMPOSABLES.

Comme si les attaques contre les salaires, contre la prime de fin d'année et contre les congés payés n'étaient pas encore suffisantes.

3) Différents ministères devront faire des économies. Lesquels et combien d'entre eux n'a pas encore été précisé.

D'autre part, il a été proposé de réduire les subsides du fond communal. Cela entraînerait une réduction du nombre et l'augmentation du prix des services sociaux (crèches, enseignement) dans les communes, et une augmentation des taxes communales.

Tout comme le patronat, le PSB prévoit ses économies dans le secteur social et principalement dans l'assurance maladie et le chômage.

Démantèlement de l'assurance

maladie :

Le plan du PSB prévoit une économie de 10 milliards de façon suivante :

- une imposition spéciale pour l'assurance-maladie sur les revenus des pensionnés et des invalides.

L'année passée, les syndicats avaient protesté vigoureusement contre un plan qui prévoyait une cotisation de 200 Fr par mois pour les pensionnés.

- une limitation des prestations médicales remboursables: par l'augmentation du ticket modérateur ou par l'instauration d'une franchise.

Le relèvement du plafond pour le calcul des cotisations pour l'assurance-maladie et éventuellement pour les pensions et le chômage, ce qui veut dire que les salaires élevés proportionnellement autant de cotisation sociale que les plus bas. De plus,

le plan exige une limitation des honoraires des médecins.

Si ces deux mesures sont juste en principe, nous savons qu'il suffit au Docteur Kynen et aux cadres de montrer les dents pour que les économies ne se fassent que sur le dos des travailleurs.

Démantèlement du système de chômage :

Le plan du PSB veut renforcer le contrôle des chômeurs. Ce qui revient à dire qu'il faut plus de chasse aux chômeurs qu'au chômage.

Augmentation du stage pour les jeunes étudiants et les ouvriers avant de pouvoir bénéficier du chômage.

Que l'on retire des avantages sociaux aux pensionnés, aux chômeurs et aux travailleurs est d'autant plus scandaleux que l'on sait que pour 1977-78, l'Etat a fait cadeau de centaines de milliards au patronat belge. A ce propos la possibilité d'accorder investissements à 100 et à 110 % coûtera 25 milliards à l'Etat au lieu de 5 milliards comme prévu. L'Etat fera commandes chez les grandes firmes à concurrence de 21 milliards, le scandale de RTT nous indique ce qui de ce cas-là passe sous la table. Le dirigeant de la FGFB, DEBUNNE écrivait le 9 mars :

"Une fois de plus, certes et non des moindres mettez en cause les acquis sociaux. C'est contre cette attaque éventuelle que la riposte syndicale est préparée, à maintenir."

La direction de la CSC a dans le même sens lorsqu'elle déclara le 6 mars: "Tous à son cas on ne pourra toucher aux acquis et avantages sociaux actuels."

Les atteintes des directio PSC, PSB et patronales sont totalement inadmissibles. Dès à présent, la riposte s'impose.

AGENDA

Bruxelles

17 mars - 23 avril :

Exposition : "La commune populaire en République Populaire de Chine". Passage 44, boulevard du Jardin Botanique. Organisé par l'Association Belgique-Chine.

1 - 15 avril :

"La Chine d'aujourd'hui" : présentation de films relatifs à la Chine contemporaine. Chaque jour à 20h. à l'Auditorium du Passage 44. Organisé par l'association Belgique-Chine.

+ Festival du cinéma chinois:

-La guerre de l'opium (2/5)
-Le détachement féminin rouge (3/5)
-Le roi des singes (dessin animé) (4/5)
-Les jours ensoleillés (5/5)
-Les montagnes bouillonnent (6/5)
-Tatchai, une commune populaire (7/5)

+ La Chine vue par des étrangers. Présentation de quelques films extraits de la série "Comment Yukong déplaça les montagnes" réalisés par Joris Ivens et Marceline Loridan.

-Impression d'une ville :

Shanghai;
-Une histoire de ballon. (8/5)
-La pharmacie.
-Une répétition à l'Opéra de Pékin (9/5)
-Un village de pêcheurs;
-Une représentation au Cirque de Pékin. (10/5)
-La Chine - vue par Gérard Valet et Henri Roanne (11/5)

+ Festival du Cinéma chinois:

-La guerre de l'opium (12/5)
-Les jours ensoleillés (13/5)
-Les montagnes bouillonnent (14/5)
-Le roi des singes (15/5)

5 avril

Journée d'action européenne avec à Bruxelles une assemblée commune CSC-FGFB qui regroupera quelques milliers de militants des deux organisations.

14 AVRIL

20 h. Maison des Jeunes de Forest, Place St. Denis 18, 1190 Bruxelles. "Le Peuple palestinien, clef de voûte de la paix" : film l'Olivier, débat avec Naim Khader (OLP) et René Raindorf (MCP). Organisé par le MCP (Mouvement Chrétien pour la Paix)

15 - 16 avril

"Quelle défense pour l'Europe ? De la résistance non-violente à la force de frappe nucléaire". Pour renseignements et inscriptions : CIDÉPE, BP 26, 1060 Bruxelles.

15 avril :

Meeting sur la situation au Gabon, à la salle de la Cité, ULB, Av Paul Héger, à 15H30 avec le Film : "le pillage du Gabon"

Namur

15 avril :

ASSEMBLEE NATIONALE DE PROTESTATION pour exiger les 35 h. et l'arrêt de la chasse aux chômeurs. Place l'Illon à 16h. Organisation : Jeunes CSC

Liege

13 avril

Conférence débat sur l'avenir de la sécurité sociale par les jeunes FGFB à 19 h. en la salle des conférences de l'école ALFRED HEINE, boulevard des Arts, 195, à Ougrée. Orateur : Jean Gayetot.

Nivelles

14 avril :

Rencontre-Débat : L'histoire ouvrière, c'est notre affaire. Hotel de Ville à 19h. 30 Organisation NCC-Brabant Wallon.

19 avril :

Film : HARLAN COUNTY USA qui raconte la lutte acharnée des mineurs américains contre les capitalistes. Hotel de Ville Organisation : INFORM'ACTION. Rens. Chez: Michel Gaffin (Equipes Populaires), rue St Anne, 19 1400 Nivelles Tél.: 067/22.42.53 - 22.39.16



LISTE DE SOUTIEN

Café des jeunes: 5480; Michelin 35; CNAPD: 35; GM: 80; CS Ninive: 100; VG mol:100; fête mol: 370; SIBP: 60. Dock-Anvers : 650; ouvrier de Bol: 130; chômage Hoboken:80 Menuisier Schoten: 60; à un meeting: 1000; patient Hoboken: 2526; manifestation de militaire de carrière:131; Livre rouge de St Gilles:285; D.F. Huldenberg: 3000; facteur Anvers:160; ouvrier Overpelt: 20; ouvrier Vlimmeren: 100; symp; Courtrai:40;Vente de vieux dessin animés: 1700; paie d'un petit travail: 170; livre rouge Anvers: 532; dock-Anvers;LD ET GH:426; KH:100; HH:1000; LHet MF:200; developper des photos: 500; ouvr.Sherwood 40; Livre rouge Liège: 484; mère d'un militant, Herstal:5000; H,Ans:20.;FN:15. Brugeoise: 75;gare Courtrai:20;Journaliste:1500; magasin St Eloi:450;kulak:20; Lauwe:130; vente journal: 60; ouvrier du bâtiment: 80; symp. Memen:20;perforateur Courtrai: 20; ouvrier du métal: 30; ouvrier de Beckaert Zwevegem:40; anonym: 31; Arb; Claydon:Magasin de produit naturel:20; Hainaut-sambre-couillet: 110; ouvrier TMM Charleroi:370; Patient Genk:7026.DD Hasselt: 540; propagandiste Beringen: 645. mipeur Beringen:30; SL Hasselt:540; vente journalBeringen: 56; PA Hasselt:1000; mineur Zolder: 10; MML gent: 131; Livre rouge Gand: 170; ouvrier sidmar: 50; Journée home gent: 30; vente journal Gand: 100;

TOTAL : 39.133 F
TOTAL précédent : 384.542 F
TOTAL nouveau : 423.675 F

CHILI-ARGENTINE (4)



Des prisonniers de guerre au stade de Santiago de Chili, tout juste après le coup d'Etat fasciste. Ce sont les victimes de la politique du faux PC qui recommandait "la voie pacifique" pour lutter contre le fascisme et l'impérialisme.

LES RAPPORTS PRIVILEGIÉS DE L'URSS AVEC L'ARGENTINE DE VIDELA

Dans les articles précédents, nous avons vu que l'Union soviétique n'a jamais soutenu Allende de façon conséquente et que Corvalan, le fidèle valet des social-impérialistes, a, en tant que dirigeant du PC, une très grande responsabilité dans les événements tragiques de septembre 1973 au Chili.

Ce même Corvalan écrit : "Aujourd'hui comme dans le passé, nous jouissons du soutien appréciable de l'URSS et du monde socialiste. Le mouvement de solidarité avec le peuple chilien s'est déployé sur tous les continents et de très larges forces démocratiques y participent. Mais sans aucun doute, ce sont les pays socialistes, à l'exception regrettable de la Chine, qui agissent avec le plus de conséquence." (1) Comparons cette déclaration ronflante avec la pratique.

L'ambassade russe reste en poste à Washington.

L'Union soviétique, après le coup d'état de Pinochet, a rompu ses relations diplomatiques avec le Chili, avec beaucoup de bruit et des déclarations fracassantes. L'agence Tass et la presse de tous les PC pro-Moscou criaient au scandale parce que la Chine n'avait pas rappelé son ambassadeur à Santiago.

Le fait de ne pas vouloir entretenir de relations diplomatiques avec un pays fasciste peut sembler très "révolutionnaire", mais, dans les faits, c'est de la pure démagogie.

Lorsque la Chine noue des relations diplomatiques avec un autre pays, cela ne signifie nullement que le Parti Communiste chinois approuve le régime politique de ce pays. Si c'était le cas, la Chine ne pourrait échanger des ambassadeurs qu'avec les pays socialistes. Supposons un instant que l'Union soviétique agisse vraiment selon une attitude d'"internationalisme prolétarien" et rappelle, pour cette raison, son ambassadeur. Mais alors Brejnev doit être conséquent. Qui est derrière Pinochet ? Qui a suscité les difficultés économiques dans le Chili d'Allende ? Qui avait intérêt à ce que l'expérience d'Allende soit reléguée le plus rapidement possible

dans l'histoire ?

L'impérialisme américain. Si Brejnev avait été conséquent, il aurait avant tout dû rompre ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Mais de cela, il n'en était pas question.

Plus encore, les délégués du Kremlin aux Etats-Unis ont conclu des accords pour l'achat de blé avec ces mêmes firmes américaines qui, en 1973, avaient diminué de façon draconienne leurs exportations vers le Chili et avaient ainsi renforcé le mécontentement des classes moyennes chiliennes (2). L'Union soviétique a un besoin impérieux des Etats-Unis pour son blé, pour sa technologie, pour ses capitaux, et il est hors de question de rappeler son ambassadeur à Washington. Si l'URSS était conséquente, elle n'aurait pas, le 20 février 1978, acheté 3 millions de tonnes de maïs en... Afrique du Sud (3).

Un Brejnev conséquent aurait dû rappeler immédiatement ses ambassadeurs dans presque tous les pays d'Amérique latine, puisqu'ils sont presque tous dirigés par des régimes fascistes.

Si nous passons en revue les pays de l'Amérique latine, l'Argentine est probablement le pays qui connaît la répression la plus arbitraire, la terreur la plus sanglante. Pourtant, l'ambassade russe à Buenos-Aires est florissante. Après le Brésil (qui est sans doute aussi un exemple de démocratie !), l'Argenti-

ne est le partenaire commercial le plus important de Moscou en Amérique latine (si on excepte Cuba). Dans les relations commerciales entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement, l'Argentine occupe la 5ème place ! Ces données ne proviennent pas d'une publication de la CIA mais de la "Revue du Commerce extérieur de l'URSS" (11/77) qui est une source non suspecte...

La diplomatie du rouble.

Ces derniers temps, de plus en plus de reportages sur l'Argentine paraissent dans la presse. Nous citons quelques-uns de ces articles pour nous faire une image du régime de Videla.

Selon un rapport du "Congressional Record" du Sénat américain, les généraux argentins auraient eux-mêmes reconnu que leur pays compte de 5.500 à 7.000 prisonniers politiques. (4)

"La marche normale des choses semble la suivante : des gens qui se font passer pour des agents de la police ou de l'armée traquent quelque part hors de chez lui, de nuit. Lorsque les familles tentent d'obtenir des informations auprès des bureaux de police ou des casernes locales, et que parfois ils introduisent une requête en ce sens, ils ne reçoivent aucune information ni aucune collaboration. Le disparu a rejoint l'armée fantôme qui depuis le coup d'Etat a absorbé de 2.000 à 5.000 personnes." (5)

Lilia Masaferré, membre de la commission argentine des Droits de l'Homme, a déclaré à Amsterdam :

"En ce moment, il y a environ 10.000 prisonniers politiques en Argentine, et l'année dernière, 2.300 personnes ont été tuées pour des raisons politiques. Mais il y a encore autre chose, qui n'est pas visible. Entre 20.000 et 30.000 personnes sont enlevées et enfermées dans des camps de concentration (...). A Campo de Mayo, par exemple, le quartier général militaire où habite aussi Videla, il y a au moins 1.000 prisonniers (...)

Comme mesure de représailles, des familles entières disparaissent régulièrement pour la seule raison qu'un seul membre de la famille a eu quelque contact avec la guérilla ou est actif dans le syndicat. Des gens qui ne sont pas actifs politiquement, et même des enfants, sont pris en otage. Pour les militaires, c'est le peuple tout entier qui est subversif." (6)

Les contacts avec les étrangers se font au risque de sa vie.

"Un avocat qui avait accordé un entretien au journaliste belge de la RTS, Josy Dubié en mai dernier, a depuis lors disparu sans laisser de traces." (7)

Le général Iberice Saint Jean explique ceci de la façon suivante :

"D'abord nous tuons tous les subversifs, ensuite leurs collaborateurs et sympathisants, ensuite les indifférents et enfin les timides." (6) Ce général est connu pour être le porte-parole de la "ligne dure", mais le général Videla, qui est considéré par le PC argentin comme un démocrate

(8) ne le lui cède en rien : il parle de la "sale guerre, où nous sacrifions le nombre de vies nécessaire au rétablissement de la paix" (5) et de "détruire le "virus" de la subversion, partout où il s'est niché." (9)

'Le Soir' du 24 janvier 78 publie le rapport d'un colloque sur l'Argentine :

"De l'avis de tous ceux qui ont apporté leur témoignage (...) c'est de loin pire qu'au Chili, et la brutalité du régime argentin ne peut être comparée, dans le monde entier, qu'à celle à laquelle ressemblent les dirigeants sud-africains." (10)

Les orateurs, parmi lesquels il y avait des membres de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, se demandent comment il se fait que, jusqu'à présent, il ne s'est développé en Occident aucun mouvement de solidarité avec le peuple argentin, comme c'est le cas avec le Chili. Une des raisons, selon eux, est que :

"L'URSS qui a grand besoin de la viande et du blé argentin, ménage ce pays et freine toute dénonciation du régime du général Videla par les partis communistes qui lui obéissent encore." (10)

Du temps de Peron, l'Union soviétique avait déjà conclu un important accord économique avec l'Argentine (en février 1974). En septembre 77, Brejnev et Videla ont renforcé leurs relations économiques. Les Russes s'engagent à acheter pendant 10 ans toute la production agricole que l'Argentine n'arrive pas à écouler. Il s'agit surtout de blé et de viande. Depuis le coup d'Etat, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de près de la moitié, tandis que l'inflation a atteint un taux de près de 400% (7). Ceci signifie que le peuple argentin peut acheter beaucoup moins que du temps de Peron. Mais l'oligarchie du blé et de la viande ne doit pas se faire de soucis, car l'Union soviétique lui assure ses profits. Tout ce que les Argentins ne peuvent plus acheter, part vers le "pays socialiste conséquent" dont Corvalan parlait plus haut. En 1976, Moscou était le principal acheteur de blé de l'Argentine (827.000 tonnes) et en 1977 les nouveaux tsars ont acheté 18.850 tonnes de laine dans ce même pays (11).

Et enfin, pour montrer encore une fois "l'attitude conséquente" des Soviétiques, voici un dernier exemple.

L'attitude de l'Union soviétique à l'ONU est souvent donnée en exemple, parce que chaque année, elle fulmine contre le Chili pour son non-respect des Droits de l'Homme. Beaucoup de démocrates honnêtes trouvent que c'est très bien. Mais il faut quand même se demander pourquoi ce sont justement l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est qui, l'année passée, ont refusé par deux fois d'intégrer l'Argentine dans la liste des pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés, et ceci également à l'ONU (12). Il ne faut pas chercher loin pour trouver la réponse. L'Union soviétique même une politique de grande puissance. Au Chili, elle n'a pas réussi à faire entrer ses agents dans l'appareil d'Etat et c'est pourquoi elle joue au grand révolutionnaire et mobilise l'opinion mondiale pour arriver à mettre à nouveau les pieds dans ce pays.

En Argentine, Moscou a des intérêts économiques - et non des moindres - et espère pouvoir faire entrer ses agents dans l'appareil d'Etat.

C'est pour cette raison que Brejnev ne lance pas de campagne de solidarité avec le peuple argentin.

(1) 'La voie non armée de la révolution', janv. 78, p.120.
(2) 'Vodka-Cola' Charles Levinson, p. 153-154.

(3) idem, p.169.
(4) Le Monde, 4/2/78.
(5) Amnesty International, mai 1977.

(6) Haagse Post (journal hollandais) 9/7/77.
(7) Humo, nov. 77.

(8) 'Caractère et voies de la lutte pour une démocratie rénovée' Athos Fava (PC argentin), la Revue internationale, nov. 77.

(9) Le Monde, 19/10/77.
(10) Le Soir, 24/1/78.

(11) Données et chiffres : 'Economic Report', août 77 'La Cité' 22/9/77.

(12) La Cité 22/9/77
Le Monde 19/10/77.

La situation au proche orient

INTERVIEW DE NAIM KHADER DE L'OLP

Nous avons interviewé Naïm Khader, représentant de l'OLP à Bruxelles au sujet des derniers événements au Proche-Orient.

Voici des extraits importants.

Les massacres israéliens émeuvent peu l'Occident

N. Khader : Malheureusement le drame au Sud-Liban touche la population civile. 150 à 200.000 palestiniens et libanais qui ne participaient pas à la lutte, ont été fort sinistrés - ils ont perdu leur maison - et ont dû émigrer vers le Nord. On voit bien là le sérieux de cette agression. Il ne s'agissait pas tellement pour les israéliens d'une vengeance contre la résistance palestinienne. Leur intention principale était d'éliminer physiquement les Palestiniens et leurs alliés libanais, de liquider militairement et physiquement l'Organisation de Libération de la Palestine en massacrant les villages libanais et les camps palestiniens. Beaucoup de villages ont subi un bombardement intensif alors que les Israéliens savaient très bien qu'il ne s'y trouvait pas un seul résistant. Par cette action de nettoyage total, Israël a voulu rendre le contrôle de ce territoire à son allié dans le camp de la droite libanaise.

Ici en Europe, on était fort contrit du sort des civils israéliens tués lors de l'action du commando palestinien sur la route de Tel-Aviv. On les a pour ainsi dire pleurés. L'OLP a pourtant déclaré que tant les civils israéliens que les commandos palestiniens sont tombés sans discernement, sous les balles de l'armée israélienne (...). L'agresseur israélien a utilisé des bombes à fragmentation dont l'utilisation est interdite internationalement. Pourtant, cela n'a pas causé beaucoup d'émotion en Occident. Surtout à Tyr, beaucoup de victimes civiles sont tombées suite aux bombardements à fragmentation. Les Israéliens ont mené une opération-commando au nord de Tyr où après leur amerissage à la côte, ils ont mitraillé et criblé de balles deux voitures personnelles où il y avait 20 civils. Personne n'était armé et il y avait des enfants. Ces gens, des civils libanais, voulaient seulement fuir la zone de combat. Ce massacre - les 20 occupants ont trouvé la mort n'a que peu choqué l'opinion publique occidentale. Des villages libanais ont été rasés, beaucoup de femmes et d'enfants ont été ensevelis sous les ruines. Les journalistes occidentaux présents ont plusieurs fois rapporté le fait que les Israéliens tiraient sur les colonnes de fugitifs. Ceux-ci sont pourtant composés exclusivement de civils. Ici aussi, plusieurs morts sont tombés. Au total, plus de 1.000 civils ont été tués. Nous arrivons ainsi à la conclusion que l'opinion publique occidentale, c'est-à-dire surtout la bourgeoisie qui tient en main une grande partie des médias d'information, attache peu d'importance à la

vie d'un arabe ou d'un palestinien. Il faut d'abord que 10.000 arabes ou palestiniens aient trouvé la mort avant que l'opinion publique s'indigne comme dans le cas de la mort de 40 israéliens lors de l'action récente. Je veux revenir sur mes paroles de tantôt. Les Israéliens n'ont pas seulement en vue une opération militaire. Il s'agit d'une tentative de génocide. Les Palestiniens et leurs enfants doivent être tués. Les Israéliens savent très bien que ces enfants rejoindront demain les rangs de la résistance, que les femmes mettront au monde des enfants qui deviendront à leur tour des combattants de la résistance. C'est pourquoi les Israéliens tentent de liquider chaque Palestinien, qu'il s'agisse d'un combattant, d'une femme, d'un vieillard ou d'un enfant.

L'agression israélienne n'est pas une promenade

N. Khader : Au début, on a su raconter que l'agression israélienne était une opération de nettoyage et que cela deviendrait une promenade militaire facile. Les Palestiniens auraient pu se retirer du Sud-Liban et laisser faire l'agresseur israélien. La résistance palestinienne n'aurait pas subi de pertes. Les Palestiniens séjournent d'ailleurs là-bas en bases mobiles. Ainsi, ils peuvent facilement se retirer ou se déplacer. Ce n'est que dans la région d'Arkoub où il y a une présence palestinienne plus forte et plus permanente. Ce territoire est d'ailleurs réservé aux Palestiniens d'après l'accord du Caire en 1969. Mais les Palestiniens ont choisi de résister à l'armée israélienne, et ceci pour deux raisons importantes : Tout d'abord, ils voulaient montrer aux Israéliens qu'ils sont décidés à continuer la lutte de libération, quelle que soit la suprématie israélienne, quel que soit le nombre de pertes suite à cette agression. Notre deuxième objectif était de prouver aux pays arabes et à leurs armées qu'il est possible de résister à une puissance militaire plus forte, comme Israël, même en disposant de peu de moyens techniques et en étant faible en technique militaire. Mais cela demande la volonté politique nécessaire. Les Palestiniens l'ont déjà montré en 1968 lors de l'attaque israélienne à Karameh en Jordanie (...). Les Palestiniens ont prouvé au Sud-Liban que la guérilla - ou ce que nous appelons la guerre populaire - est bien plus efficace que la guerre classique avec une armée structurée classiquement. Nous considérons notre résistance comme un succès et ceci est dû au fait que les Palestiniens n'ont pas lutté seuls

mais ont été assistés par des forces nationales et progressistes au Sud. Ainsi, les combattants palestiniens ont pu opérer dans un milieu favorable pour eux.

Qu'en est-il des casques bleus de l'ONU ?

N. Khader : L'OLP ne peut re-

venir la présence des casques bleus de l'ONU. Le Liban est un Etat souverain et c'est son affaire. Nous ne pouvons pas empêcher les pays arabes d'accepter un cessez-le-feu. Ils sont souverains et décident eux-mêmes. Mais nous Palestiniens ne nous sentons pas liés par le cessez-le-feu ou par la présence des casques bleus de l'ONU. Quel que soit le nombre de casques

bleus à la frontière israélo-libanaise ou à d'autres frontières israélo-arabes, quels que soient les accords qui puissent être signés entre Israël et les autres pays arabes, nous, Palestiniens, ne déposerons jamais les armes tant que l'on n'aura pas trouvé une solution qui tienne compte des droits nationaux légitimes des Palestiniens.



Des combattants palestiniens attaquent une colonie sioniste.

A qui a servi l'enlèvement d'Aldo Moro ?

Jeudi 16 mars. Quelques heures avant que le nouveau gouvernement Andreotti soit installé - gouvernement qui, cette fois, reçoit le soutien officiel du P"C'I - un commando armé des Brigades Rouges frappe au coeur de Rome. Ils enlèvent Aldo Moro, un des hauts dirigeants de la Démocratie Chrétienne, celui-là même qui veut toujours accélérer le rapprochement avec le P"C'I. Les cinq agents de police chargés de la protection de Moro sont abattus. Immédiatement après l'enlèvement a été mise sur pied une action policière d'une ampleur jamais vue : 50.000 policiers et soldats sont mobilisés, la ville de Rome est fermée hermétiquement et des quartiers entiers sont fouillés maison par maison.

Les Brigades Rouges qui se font volontiers appeler "le bras armé du prolétariat en lutte" ont de nouveau souligné par cette action spectaculaire menée très minutieusement qu'ils ne sont pas tellement les premiers anarchistes enrégimés venus mais un ensemble de provocateurs professionnels agissant d'une manière froide et n'ayant rien à voir avec la classe ouvrière. La terreur individuelle n'a jamais été un moyen de lutte du prolétariat révolutionnaire et ne le sera jamais.

Le PCI offre ses loyaux services

Le P"C'I fait partie de la majorité parlementaire qui soutient le tout nouveau gouvernement Andreotti. En attendant, ce gouvernement a annoncé un nouveau train de mesures pour lutter contre le "terrorisme". Toute l'opération n'est qu'une scandaleuse attaque des droits démocratiques du peuple italien, attaque orchestrée ouvertement par les révisionnistes. Les nouvelles mesures sont encore un peu plus vigoureuses que celles de la bourgeoisie ouest-allemande qui jusqu'à présent était en tête en Europe pour les mesures policières anti-démocratiques et la répression. Les révisionnistes italiens

revendiquent maintenant l'honneur douteux de faire passer au parlement des mesures encore plus sévères.

A partir de maintenant en Italie, peut être arrêté sans mandat d'arrêt quiconque est "soupçonné" de terrorisme.

La police a le droit de perquisitionner les maisons sans mandat, d'arrêter des personnes suspectes pour identification et de les garder 24 heures. Désormais les interrogatoires peuvent être menés sans que la personne soupçonnée ait le droit de se faire assister par un avocat. Les écoutes téléphoniques sont entièrement légalisées et aucune autorisation spéciale n'est nécessaire. Désormais chaque propriétaire est tenu de signaler à la police à qui il a loué ou vendu un appartement ou une maison.

Le PCI en tête pour porter atteinte aux droits démocratiques

Mais qui alors profite de telles actions ? Dans les milieux proches du P"C'I on défend la position que les actions des Brigades Rouges ont pour but d'élargir le fossé entre le PCI et la Démocratie Chrétienne. En d'autres mots, les Brigades Rouges veulent empêcher que le PCI et la Démocratie Chrétienne travaillent ensemble. C'est le contraire qui est vrai. C'est grâce à de telles actions, grâce aux attentats à la bombe de ces derniers mois et à des actions contre des personnages de premier plan du monde économique, politique et judiciaire que le P"C'I peut se présenter comme la force "indispensable" pour faire régner "l'ordre et la discipline" en Italie. Le P"C'I trépigne d'impatience depuis des années devant la porte du pouvoir. Un seul but : obtenir enfin des postes-clés dans l'appareil d'Etat. Des dirigeants "communistes" comme Lama se donnent chaque jour beaucoup de mal à flatter le capital monopo-

liste italien en prêchant continuellement auprès des travailleurs italiens une modération des revendications au nom de la mauvaise santé de l'économie.

Mais des actions comme l'enlèvement de Moro sont encore un meilleur moyen pour que le P"C'I se présente comme le "parti de la raison" qui peut résoudre la crise. Ugo Pecchioli, qui est considéré comme le ministre des Affaires intérieures du P"C'I a avoué franchement que son parti travaille la main dans la main avec le ministre de l'Intérieur et la police. Il déclare dans un interview accordé au journal "le Monde" "La collaboration existe, elle est très étroite. Cette collaboration existe depuis deux ans environ. Depuis qu'on ne considère plus les communistes comme une force dont il faut se méfier." Dans le même interview, Ugo Pecchioli offre les services du P"C'I pour lutter contre le terrorisme :

"Le problème est que les services secrets italiens ne fonctionnent pas depuis des années, depuis qu'ils ont été mêlés à des affaires troubles (...). Le gouvernement devrait prendre immédiatement des mesures, car la lutte contre le terrorisme exige avant tout des services secrets efficaces. La police vient après.

"La réforme de la police est triple : récupérer plusieurs milliers d'agents mal employés et les affecter aux services opérationnels ; revaloriser la profession pour permettre un plus grand recrutement ; constituer une unité opérationnelle entre les trois polices actuelles qui non seulement agissent séparément, mais se concurrencent (...).

"D'autre part, il faudrait appliquer la loi pénitentiaire, très avancée, qui a été publiée en 1975. Nous avons toutes les lois nécessaires. Il suffit de les corriger - c'est prévu dans le programme de la nouvelle majorité parlementaire - et surtout de les appliquer." (Le Monde 19/20 mars 78)